

Chapitre 4

Jean-Pierre RAISON, Hervé RAKOTO RAMIARANTSOA

Géographie



Introduction générale¹

La constitution de la géographie à Madagascar est somme toute une longue histoire, une histoire sans originalité particulière, peut-on croire, si on la compare à celle des pays africains. La géographie est une science récente qui peine encore à se dégager du récit de voyage et de l'inventaire, voire du cabinet de curiosités. Pour une contrée donnée, l'originalité d'une géographie est fonction de l'originalité de l'objet et de l'originalité des méthodes d'investigation et d'études qu'on lui applique. En cela la géographie naît bien du récit de voyage et du plaisir personnel de la découverte, qui est toujours plus ou moins une appropriation, une conquête.

Dans le cas de Madagascar et des pays africains on note, dans l'histoire de la recherche, d'évidentes similitudes formelles, aux temps coloniaux et aux premiers temps des indépendances. Mais les objets diffèrent pour qui veut bien les analyser. Le fondement de l'originalité est évidemment ici l'insularité. On peut rappeler la formule de Michelet au Collège de France : « Messieurs, l'Angleterre est une île et vous en savez autant que moi sur son histoire ». Mais l'effet d'insularité est ici principalement écologique : Madagascar est la plus vieille île du monde et les caractères de sa faune et de sa flore sont uniques, jugés aujourd'hui d'autant plus précieux qu'ils sont fragiles.

Mais l'insularité signifie aussi mise à l'écart, fermeture sur soi, négligence des autres : en ceci Madagascar, vue comme une île asiatique aux portes de l'Afrique, est inclassable, donc facilement négligée. Un chercheur reste souvent sa carrière durant spécialiste de Madagascar. En résulte une atmosphère de chapelle, avec ses conflits en vase clos. Ce d'autant plus que les prolégomènes à la constitution d'un objet géographique « Madagascar » sont relativement anciens, antérieurs à la colonisation et, dans le centre de l'île du moins, ont impliqué une élite intellectuelle malgache précocement constituée. On peut donc s'étonner de voir la Grande Île, une fois conquise, se replacer dans le calendrier des autres colonies et n'entrer institutionnellement dans le champ de la recherche qu'à la veille des indépendances.

1. L'article est cosigné par les deux auteurs. Jean-Pierre Raison a plus particulièrement rédigé l'introduction générale et la première partie (période avant 1975), Hervé Rakoto Ramiarantsoa, la deuxième partie et la conclusion générale.

La géographie à Madagascar, au rythme du monde et au vent des îles

Introduction : de l'érudition à la recherche

L'histoire de la géographie à Madagascar relève largement d'un schéma général qu'on retrouve sur le continent africain, notamment dans les pays francophones : exploration et inventaire à des fins pratiques (conquête, développement de la production), une géographie appliquée, en avance sur son temps, d'autant plus pratique qu'elle est conduite par des praticiens, dans le prolongement de leurs tâches ; création tardive d'institutions de recherche et d'universités, pour l'essentiel après 1945, qui hésitent entre le fondamental et l'appliqué, la formation d'enseignants chercheurs ou d'ingénieurs. Nées dans le giron des institutions françaises, parfois pures copies, elles muteront souvent brutalement, développant leurs relations hors francophonie, s'orientant vers de nouveaux processus de recherche inspirés par les révolutions technologiques et les politiques des bailleurs de fonds.

Trois phases bien tranchées

Ce schéma est suivi à Madagascar, voire exacerbé : la tutelle française y était caricaturale, rendant plus brusque et plus profonde la crise de 1972-1973 et la rupture en principe quasi totale des relations scientifiques avec les institutions françaises, dont l'Orstom. Après dix ans de « temps obscurs », c'est le retour, mais dans un contexte nouveau de thématiques, de variété des partenaires, de conventions à durée définie, etc. Là encore rien d'unique : l'originalité tient au degré des crises, non à leur nature. Il faudrait là-dessus prendre en compte les spécificités malgaches telles qu'une écologie unique au monde, une variété des migrations mais unité de langue, une « non-africanité », ou encore un impérialisme merina lié à la christianisation précoce. Bref, nous voici loin de l'Afrique, avec les risques de l'insularisme.

Des débuts précoces, une tradition locale

Madagascar a eu le privilège d'inspirer la première thèse « moderne » de géographie francophone, avec le travail de E. F. GAUTIER (1902) de peu antérieur aux travaux classiques de BLANCHARD (1906) et DEMANGEON (1905) sur la France. Cet « essai de géographie physique » est en réalité une monographie, issue d'un travail d'exploration et de vastes lectures, où les passages les mieux venus, sous la plume de ce normalien littéraire, directeur de l'enseignement, portent sur le peuplement et l'origine des Malgaches. Ce travail n'eut pas de descendance : Gautier rentra dans l'orthodoxie académique, ou presque, en devenant le spécialiste incontesté de l'Afrique du Nord et du Sahara, professeur à l'université d'Alger.

Dans sa thèse, il nous a légué des formules brillantes, peu à peu polies, renforcées et rendues plus discutables par la répétition orale : « l'Est d'une façon générale, et le Sud-Est en particulier est surpeuplé relativement à l'Ouest », (1902 : 337) se muent en « À Madagascar, les hommes sont à l'est et les richesses

à l'ouest » et « Le manteau de latérite à la surface des plateaux a partout l'aspect et la compacité de la brique » (1902 : 58) passe à « La latérite a la couleur, la consistance et la fertilité de la brique ».

À l'étoile filante Gautier, on peut opposer ceux qui ont travaillé dans la durée, les deux Grandidier, Alfred (1836-1921) et son fils Guillaume (1873-1957), plus naturalistes que géographes, aussi généreux que susceptibles et soucieux d'orienter la recherche dans « leur » île. Qu'ils ne soient pas géographes importe peu : la discipline n'était qu'en voie de constitution. Autour d'eux, un grand nombre de chercheurs, amateurs (il n'y a pas de postes statutaires) : missionnaires et cadres des églises, militaires au temps de la conquête, administrateurs... L'Académie malgache, créée en 1902, joue un rôle d'animation réel, mais spécifique : la monographie régionale, locale ou ethnique est son domaine, avec une prédilection pour l'histoire religieuse, les paroisses, les martyrs. Cela tient à l'importance de la localisation dans la civilisation malgache (RAISON, 1977) où rang et lieu sont liés puis combinés avec les positions religieuses ; cela vient d'autre part de l'intérêt scientifique pour les contrastes de densité, les organisations ethniques et l'opposition jugée fondamentale entre Merina et « Côtiers », recoupant plus ou moins la distinction entre régions écologiquement pauvres (les Hautes Terres centrales) et régions écologiquement riches (les « côtes »).

La monographie régionale ou locale, d'apparence aisée, est donc la forme écrite la plus courante (DECARY, 1933 ; DESCHAMPS, 1936 ; DUBOIS, 1938). Elle répond bien aux besoins de l'administration coloniale et des églises, même si la littérature en est un peu désuète : la métropole est loin, les contacts rares, les traditions précoloniales bien ancrées au sein d'une « bourgeoisie malgache » essentiellement tananarivienne.

Prolégomènes d'une recherche

Savants voyageurs

L'ouverture scientifique s'opère, comme ailleurs, après la Seconde Guerre mondiale, quand la métropole se met enfin à investir dans ses colonies et dans ses départements d'outre-mer. Les instituts de recherche sont créés ou redynamisés ; de grands noms font l'objet d'invitations sur le terrain. La présidence du jury du bac à la Réunion, qui revenait à l'université d'Aix-en-Provence, permet des escales d'universitaires à Tananarive. Il en résulte des publications, qui peuvent être excellentes malgré une connaissance limitée du terrain. *Madagascar et les bases dispersées de l'Union française* (ROBEQUAIN, 1958) est un grand livre, même s'il est essentiellement fondé sur des lectures, comme *l'Asie des moussons* de Jules STON (1929). Mais le plus bel apport de ces « géographes passagers » à la connaissance de l'île, nous le devons à P. GOUROU, avec ses cartes de densité et de répartition de la population (1967), modèle de précision, mais sur des bases fragiles (une liste de villages, dont on ignore l'exakte provenance²).

2. Il s'agit de bordereaux non datés, que P. Gourou obtint de l'administration, à l'occasion d'une mission qui a dû se situer en 1954 ou 1955 (son article sur la Sakay date de 1956). Plus problématique est le fait que selon les provinces, les chiffres sont donnés soit par villages administratifs, soit par hameaux administratifs. Le travail de repérage des lieux habités a été fait avec un soin extrême.

Sous le regard du gouvernement général

Le changement s'opère au cours des années 1950 avec la création de l'IRSM (GLEIZES, 1985) et, en 1960 seulement, celle de l'Université. À l'évidence, Madagascar a pris un temps de retard sur l'Afrique de l'Ouest, où l'Ifan datait de 1936 et l'université de Dakar de 1957. Encore faut-il, au décalage chronologique, ajouter des différences d'organisation : tandis que l'Ifan est lié au CNRS, l'IRSM, descendant du Service scientifique de Madagascar, fut, au sein de l'Orstom, jusqu'en 1953, une entité dotée d'une autonomie juridique et administrative, où le poids de l'administration coloniale était fort. Celle-ci s'en servait comme d'un bureau d'études, un prestataire de services, si bien que les affectations (en fait des détachements) dans la Grande Île et les programmes de recherche relevaient en dernier ressort du gouvernement général.

Ce « détail » juridique n'a pas été sans conséquences. Conséquences en matière de personnel : la candidature de Gilles Sautter, par exemple, fut rejetée au motif que l'on n'avait pas besoin de géographes, puisqu'il y avait déjà l'IGN ! On cherchait des praticiens des « sciences dures » plutôt que de sciences sociales, on fétichisait le terrain et les séjours longs³. On avait une « culture du rapport » : le fond, les faits, plus que la forme, le multigraphié plus que l'imprimé, une diffusion limitée et contrôlée, tenant à l'orientation des travaux : priorité était donnée à la géographie appliquée et aux équipes pluri-disciplinaires, au moins en principe ! Les sciences sociales étudièrent le bas Mangoky (OTTINO, 1963 ; OTTINO *et al.*, 1960) et la cuvette de l'Alaoatra (OTTINO, 1965) avant la mise en route des périmètres irrigués, la Sakay (Moyen Ouest) où les migrants malgaches succédaient aux Réunionnais (LAVONDÈS et OTTINO, 1961), et l'Ankaizina (Nord) où on envisagea d'établir ceux-ci. Les circonstances limitèrent la participation des géographes : R. Battistini, « physicien », se cantonna dans l'extrême Sud ; J.-P. Trouchaud, qui lui succéda auprès de P. Ottino (économie) et de H. Lavondès (sociologie), quitta le Mangoky pour rejoindre l'Oranais... Il fallut donc attendre le milieu des années 1960, avec la réorientation de l'Orstom vers la recherche fondamentale, pour que se constitue une « section de géographie ».

Une recherche fondamentale et centralisée : l'expansion de l'Orstom

L'indépendance ne changea pas fondamentalement les pratiques, à cela près, évidemment essentiel, qu'au gouvernement général se substitua le ministère français de la Coopération : le centre Orstom n'avait de comptes à rendre qu'à l'administration parisienne, seule habilitée à discuter programmes avec les autorités malgaches. Les axes de recherche furent, pour éviter la dispersion, déterminés d'en haut, par le Comité technique de discipline. Trois axes, sur les cinq définis pour les géographes de l'Office, étaient retenus pour Madagascar : la colonisation agricole des terres neuves, les relations villes-campagnes et les études de terroirs⁴. Sur cette base s'est constituée en 1965 une « section de géographie », que fit disparaître dix ans plus tard, dans un contexte pénible et des conditions obscures, la crise politique de 1972-1973. Le retour s'opéra à partir de 1984, dans des conditions nouvelles, tant pour les thématiques que pour les cadres juridiques.

3. Dans le début des années 1960, les séjours étaient de 30 mois.

4. Ce dernier axe, méthodologique, pouvait s'appliquer aux deux autres.

On peut ainsi distinguer trois phases : avant la crise de 1972-1973, la période creuse qui s'ensuivit, et le retour au cours des années 1980, chaque phase étant en rupture avec la précédente, ce qui n'est pas allé sans « perte de mémoire »⁵. La première période fut marquée par un important recrutement de tout jeunes gens et la mise en place de « sections » dans les pays les plus importants : un jeune plus diplômé « faisant fonction » d'ancien encadrant quatre ou cinq jeunes. Cette structure eut des succès inégaux ; inefficace en Côte d'Ivoire, elle fonctionna honorablement, voire bien, à Madagascar.

La géographie à l'Orstom et à l'Université : comment se situer ?

En 1966, il y avait six géographes dans le centre Orstom à Tsimbazaza, le même nombre en 1973, avec dans l'intervalle un pic à huit ; le personnel était somme toute stable, la moitié des « fondateurs » étant encore présents en 1973. Ces effectifs étaient assez comparables à ceux du département de géographie de l'Université (cinq enseignants français), les deux formant l'essentiel de l'effectif de chercheurs dans l'île, car peu d'enseignants de lycée se mêlaient de recherche⁶ et les sociétés d'études et d'aménagement n'employaient que très rarement des géographes⁷. Les deux groupes étaient à la fois similaires et profondément différents. Les similitudes étaient de droit et de façade : deux institutions de statut français⁸ et où les Français dominaient fortement. De fait, sinon de droit, ils ne rendaient de compte scientifique à aucune autorité malgache. Bref deux isolats, situés en périphérie de la ville ancienne, avec pour beaucoup un logement à proximité des bureaux. Les deux groupes différaient par l'âge (plus élevé et plus hétérogène à l'Université), les projets de carrière, et donc de recherche (pour les universitaires la thèse d'État, pour l'Orstom tout au plus le troisième cycle, qui n'était même pas obligatoire). Mais les différences d'approche et de méthode étaient bien plus grandes.

Le département de géographie fonctionnait presque comme ce qu'« on » souhaitait qu'il fût : une université française à Madagascar. Exemple significatif, les étudiants du premier cycle découvrent et étudient les cuestas sur les cartes de Lorraine, au détriment de celles de Bemaraha. Il fallut près de dix ans pour qu'il y ait un enseignement systématique sur Madagascar. La formation ne familiarisait guère avec les réalités des campagnes, des étudiants pour la plupart citadins et majoritairement étrangers les premières années : en 1963-1964, PETIT (1964 a) comptait en géographie, dans une faculté des lettres encore embryonnaire (340 inscrits), 53 % de Français et 41 % de Malgaches.

5. Un exemple parmi d'autres : l'observatoire du changement rural en Vakinankaratra mis en place par le projet Madio n'a pas assez pris en compte les méthodes de calcul de rendement en paddy employées dans les années 1960-1970 (RAISON, 1984 a, t. I : 497-499). Du coup, la comparaison des résultats, concluant à une baisse de moitié des rendements, est tout à fait improbable.

6. Les plus notables sont René DOUËSSIN (1974-1975) et Daniel COULAUD (1972).

7. Un seul cas à notre connaissance, J. C. WOILLET, auteur d'un *Atlas du Vakinankaratra* (1963). Par ailleurs, les chercheurs géographes étaient alors pratiquement inexistantes parmi les nationaux.

8. Curieusement, l'université Charles de Gaulle était un établissement français et tous ses enseignants malgaches étaient fonctionnaires français avec les avantages afférents.

Difficile interdisciplinarité, timide disciplinarité

Le département de géographie, alors bien doté, associé au CNRS dans une Équipe de recherche associée (ERA), avait les moyens d'entreprises fédératrices, qui furent autant d'initiatives avant l'arrivée des Orstomiens : la revue *Madagascar. Revue de Géographie* (créée en 1962), et l'*Atlas de Madagascar* (qui parut en 1969-1970). Il fallait donc aux géographes orstomiens se faire une place tant à Tsimbazaza, où les disciplines anciennes bénéficiaient d'avantages acquis, que dans la corporation géographique. Tsimbazaza fut investi avec succès : en témoigne l'évolution des locaux, où les nouveaux venus, après avoir joui du voisinage des tortues géantes et du *fosa* furent installés au bâtiment central, en demi sous-sol, puis migrèrent un niveau au-dessus, à la droite du bureau du directeur. Mais une chose est de se faire reconnaître, une autre est de coopérer : on n'y parvint guère. Non que les relations fussent mauvaises : elles étaient limitées par le caractère monodisciplinaire des comités techniques et théoriquement du moins par une structure hiérarchique, peu adaptée à l'éloignement et à la lenteur des communications.

L'interdisciplinarité s'avérait d'autant plus difficile que la position de la géographie au contact des sciences humaines et physiques, à la fois à l'Orstom et à l'Université, se retrouvait dans une bonne mesure dans les positionnements politiques : « à gauche » pour les spécialistes de sciences « dures », les géographes de l'Orstom étaient « de droite » pour leurs collègues sociologues et économistes, mais de gauche pour les géographes universitaires. Si de tels clivages peuvent apparaître caricaturaux, ils limitaient en tout cas les relations et raréfaient les occasions de discussions informelles, sources importantes de travaux en commun, d'autant que la population française de Tananarive était assez nombreuse pour permettre une diversification des relations.

Celles-ci importaient d'autant plus que l'isolement était grand. Les séjours de 30 mois étaient encore de règle dans les années 1960, le téléphone était presque ignoré ; les livres étaient rares. La relation au « patron », à la fois maître et père, s'en trouvait renforcée, et elle jouait au profit du monodisciplinaire. Il y avait pourtant des traditions : des spécialistes de géographie physique avaient précocement noué des relations avec les pédologues de l'Orstom, sur des thèmes fédérateurs comme les relations entre morphologie, érosion et fertilité des sols : J. Hervieu et R. Battistini, puis un peu plus tard F. Bourgeat et M. Petit. Mais l'Orstom manqua longtemps d'un géographe « physicien » : la venue de Bonvallot fut trop tardive. Manquant de compétence en sciences « dures », les géographes avaient tout à gagner aux échanges scientifiques : on verra ce que, curieusement, il en advint et le bénéfice qu'ils en tirèrent.

D'en-haut ou d'en-bas ?

Plus restreinte au fond fut la relation avec les géographes de l'Université, à l'exception de M. Petit. Les formes de la coopération furent respectées (prise en charge de travaux pratiques, participation aux activités de l'AGM (revue et atlas), mais il y manquait du souffle. C'est au début des années 1970 seulement qu'arrivèrent des collègues plus ouverts. On ne reprendra pas l'antienne des

relations difficiles entre chercheurs et enseignants-chercheurs : ceux-ci n'ont pas tous les torts, mais on ne peut nier l'existence d'oppositions scientifiques autant qu'idéologiques. L'œuvre de nos collègues universitaires n'est pas mince. La publication de la revue était assurée. De même, l'*Atlas de Madagascar* représentait un apport appréciable pour l'enseignement et pour l'administration, en tant que document consignait à travers cartes, documents et textes, des éléments de la connaissance du pays. Mais on peut regretter un manque d'audace et un conservatisme que n'avaient pas, dans une Université alors bien dotée, des publications comme *Terre Malgache/Tany Malagasy* (Économie et sociologie rurales) ou *Omalysy Anio/Hier et aujourd'hui* (Histoire). Par ailleurs, l'Atlas souffrit de la faiblesse, chronique, des données statistiques. N'eut-il pas mieux valu débiter par des atlas régionaux ?

L'approche des géographes de l'Orstom fut différente, de bas en haut plutôt que de haut en bas. On reconnaît que ceci tient à ce qu'ils en avaient les moyens : de petits budgets certes, un matériel scientifique qui se limitait souvent au crayon et au papier ou qui, comme les alidades pour le levé de terrain, imposait un long et patient travail. Mais il y avait d'autres atouts précieux ; d'abord et surtout le temps, puisque les chercheurs ne subissaient guère d'exigences de calendrier, mais aussi des véhicules tout terrain, des assistants permanents (un par chercheur), gros avantage mais non sans problèmes (car cela limitait notre pratique de la langue). Pauvres ? Certes pas par rapport aux paysans, mais assez modestement équipés pour ne pas choquer, les Orstomiens étaient convaincus qu'ils n'auraient de données solides que ce qu'ils auraient recueilli eux-mêmes. D'où le choix des échelles grandes (le terroir) ou moyennes (la petite région). De surcroît, débutants peu sûrs d'eux, ils firent le choix de rester groupés, thématiquement et spatialement, pour échanger, comparer, se rassurer.

L'articulation des enquêtes

Deux chercheurs étudiaient des terroirs, dont le choix était fonction des possibilités de coopération avec les sociologues (J. Bonnemaïson dans l'Ankaratra, G. Dandoy à Vavatenina sur la côte est). Les trois autres (M. Bied-Charreton, J.-Y. Marchal, J.-P. Raison) procédaient à une sorte de transect sur un axe pionnier, la cahotante RN 34, d'Antsirabe à Miandrivazo, des pays de départ aux zones de confluence des fronts pionniers. Il était ainsi possible de confronter les expériences, les méthodes d'enquête. Un consensus était établi pour donner la priorité aux migrations spontanées, objectivement elles étaient plus importantes, mais il y entraît une part d'idéologie : l'équipe ne croyait guère à l'efficacité des périmètres organisés, était méfiante à l'égard du *fanjakana*, influencée notamment par les analyses du sociologue G. ALTHABE (1969).

Au vrai, elle était dans une position de marge : distante du pouvoir, mais aussi empirique, méfiante à l'égard des théories, tiers-mondistes certes, ce qui impliquait une alliance avec les ruraux. Elle attendait des paysans qu'ils apportent faits et interprétations, au moins pour une grande partie, selon le postulat que le paysan a des savoirs et n'est pas par principe fermé au changement, une maxime fondatrice de la « recherche-développement » qui se constituait alors. C'est

avec les paysans, et l'assistance de quelques collègues de sciences physiques, que l'on pouvait surmonter le clivage, alors quasi total, entre géographie physique et géographie humaine. Par d'autres chemins, une convergence s'opérait avec l'école « populiste » d'études rurales, conduite par R. Chambers (université du Sussex), qui part, lui, d'une réflexion critique sur le développement rural.

Empirisme et engagement : la chasse aux idées reçues

Ici encore empirisme et engagement se sont plus ou moins accordés, sans lever toute ambiguïté : on le sent dans le texte de RAISON (1970) qui pose les principes d'une recherche applicable dans le contexte de la Grande Île. « Les circonstances ont fait que... » est une formule typiquement malgache, que les Orstomiens ont adoptée, si bien que, partis d'espaces étroits, d'un seul axe de recherche, ils ont élargi leurs investigations à une bonne part de la Grande Île ; que d'un travail à petits moyens, indépendant de la recherche officielle, ils ont dès 1968 consacré « les deux tiers de [leurs] moyens à une recherche appliquée ou applicable, mais dans des conditions bien spécifiées : une recherche de base répondant à des questions de praticiens, fournissant aux ministères des aides à la décision, valorisant des investigations plus fondamentales, conduites par l'Orstom » (RAISON, 2007).

L'évolution des thèmes, l'extension des lieux observés répondent à plusieurs données. La première est la maturation du seul thème de départ, et de la seule région écologique observée : la colonisation des terres neuves en Moyen Ouest du Vakinankaratra. Rapidement, une comparaison s'impose avec la région de Tsiroanomandidy, au nord, écologiquement peu différente, mais région de grands domaines, de prédominance de l'élevage bovin, plus étroitement liée à la capitale (DELENNE, 1970 ; RAISON, 1975 ; ROUX, 1977). Plus pourvus en projets de développement que le Moyen Ouest méridional, ces espaces prêtaient à la confrontation immigration spontanée/immigration planifiée. Dans le même temps, on poussait les études sur les régions de départ, notamment le nord du Betsileo (RAISON, 1970, 1984 a) et en Imerina, à l'occasion d'autres travaux. Les variables majeures étaient alors densité, variété écologique, position par rapport aux marchés.

Les études sur les lieux de départ font apparaître que l'émigration, moins freinée qu'on ne le pense par l'attachement au village ou au tombeau, est loin d'être la seule solution, qu'elle est même plutôt une solution de riches : les recours sont très divers, l'émigration saisonnière mais aussi l'artisanat, les cultures vivrières de collines (*tanety*) moins pauvres que leur aspect ne le laisserait croire. Une sorte de révolution agricole silencieuse s'opère sur les collines, tandis que le riz recule, malgré les actions d'intensification (RAISON, 1972 b, 1973, 1984 a). Mais les solutions sont liées à la situation foncière (WURTZ, 1973), à la position par rapport aux marchés, au rang social... bref à l'histoire, indispensable à la compréhension des Hautes Terres, et que, quand ils ne la trouvaient pas écrite, des géographes ont dû réaliser (MARCHAL, 1967 ; RAISON, 1972 a et b, 1980 b, 1984 a, 1986, 1992).

On ne peut ici faire l'économie de la ville, mais de ce point de vue, les fonctions se répartissent comme en Asie avec son artisanat rural, non comme en Afrique.

Michel Portais, de ce point de vue, est venu à point nommé, avec son étude sur Ambalavao : il lui fut demandé de renverser la perspective habituelle, en voyant les faits à partir du rural et des paysans ; ce qui fut fort bien fait (PORTAIS, 1974).

La précieuse liberté du temps et de la méthode

Le tableau dressé paraît par trop simple : les réalités y apparaissent dans un jeu de comparaisons, tel que le pratiquait Pierre Gourou (GERVAIS-LAMBONY, 2000). Simplifié, le schéma reste valable : les géographes étaient d'autant plus libres que la confiance régnait avec le Comité technique d'une part, le directeur de centre, Patrice Roederer, de l'autre. Et la distance, dans ces conditions, est positive. Cette liberté a permis d'autre part de chercher les techniques d'enquête les plus pertinentes, pour le tempérament du chercheur et pour le problème à résoudre. Le point fondamental paraît être l'attitude à l'égard de ceux qui vous accueillent : gêner le moins possible, ne pas chercher à être paysan mais couler son travail (topographies, enquête de rendement...) dans le moule des travaux et des jours, être à sa manière un travailleur donnant de sa personne.

On a testé le questionnaire long et lourd, tentant de piéger l'interlocuteur, et qu'on n'avait pas les moyens de dépouiller efficacement ; on a tenté l'absence de questionnaire, le magnétophone, la conversation libre ; on a souvent adopté le questionnaire léger, voire immatériel car mémorisé, la meilleure formule, mais la plus délicate à manier. C'est ainsi que, non seulement on se fait accepter, mais aussi qu'on s'imprègne de concepts et d'attitudes : l'importance de la vue (RAISON, 1977), le *hasina* (RAISON, 1998 a et b), le sens des points cardinaux. Une forme de géographie culturelle ancrée dans le réel que développeront ensuite Chantal Blanc-Pamard et Hervé Rakoto Ramiarantsoa. Relevant du culturel et pas seulement du cultural, les techniques agricoles autochtones ont attiré l'attention, mais le bilan de ces premières années est limité : les géographes manquaient par trop de culture agronomique et les agronomes s'intéressaient encore peu aux terroirs (dans les deux sens du mot).

Quoi qu'il en soit, en quelques années, un savoir et un savoir-faire étaient acquis sur les Hautes Terres centrales, grâce sans doute aux apports de l'approche historique et de l'analyse spatiale. Quelques vérités premières étaient remises en cause : non, les Hautes Terres n'étaient pas sans potentialités agricoles ; non, la culture des pentes n'était pas absurde ; non, le riz, pas plus ancien que l'igname, n'avait pas toujours été la « nourriture des ancêtres » ; non, les fortes densités (récentes et point si élevées) n'avaient rien de déraisonnable et le caractère modéré des migrations ne résultait pas d'une inertie sociale ou de la résignation... La chasse aux idées reçues était ouverte !

Le retour vers une géographie utile

Ce plaisant ordonnancement fut mis en question dès 1967 : la moitié de la section se mobilise pour une étude d'aménagement des plaines de Tananarive que la SCET Coopération confie en sous-traitance à l'Orstom. Travail classique d'inventaire sans grande idée. Selon de mauvaises façons courantes, une autre

étude de la SCET portait sur l'aménagement urbain qui enlèverait toute rentabilité à l'opération rurale. Que faisaient les géographes Orstom chez l'ennemi, et pour peu d'argent ?

Ne pas être prisonnier des crédits

Il eut sans doute des pressions, mais après 18 mois les géographes parvinrent à rompre et à éviter une deuxième phase d'un « développementisme » caricatural, tout en tirant des enseignements de ce qui a été vécu : formalisation des questionnaires, gestion du temps et d'enquêteurs nombreux ; l'expérience était au fond nécessaire, mais elle ne fut pas renouvelée (BIED-CHARRETON, 1969 ; WURTZ *et al.*, 1967 ; WURTZ et LE BRAS, 1967 ; WURTZ, 1973). Par la suite, très peu d'études furent conduites sans aide extérieure et sans partenariat plus ou moins formel, mais il s'agissait de petits moyens, et bien souvent de travaux conduits en liaison avec un ministère de l'Agriculture de plus en plus dépouillé de ses prérogatives et de ses crédits, au profit de sociétés d'études et aménagement.

C'est donc dans un contexte nouveau qu'on atteint une phase d'expansion vers les côtes occidentales, sans perdre de vue notre thème directeur. Sur une demande du ministère, une étude rapide, en 1967, de périmètres irrigués permit une première familiarisation, avec particulièrement un travail de J.-Y. Marchal sur les rizicultures de décrue du lac Bemarivo (Belo sur Tsiribihina). Dans le même temps, G. Dandoy entamait la réalisation d'un atlas régional de Befandriana, entre le Mangoky et l'Onilahy (DANDOY et MARCHAL, 1972), toujours en partenariat avec le ministère. Un des principaux acquis, à confirmer, était la mise en cause du système d'élevage contemplatif. Enfin, ainsi qu'il était prévu dès le début, la recherche s'étendit aux termes des fronts pionniers d'Imerina et du Betsileo, au contact du socle et des bassins sédimentaires : un autre monde, par sa population bigarrée, la qualité de ses sols alluviaux (*baiboho*) malheureusement peu étendus, l'ampleur des crues qui font de la saison d'été une quasi morte-saison. Mais là encore s'imposait une comparaison entre le Betsiriry (région de Miandrivazo) où les plantations européennes de tabac achevaient de disparaître, mais marquaient encore paysages et sociétés, et la région de Maevatanana, dominée par la petite agriculture marchande et le commerce vivrier vers la capitale (RAISON, 1980 a, 1984 a ; RABEARIMANANA, 1994).

Il serait aisé, mais illusoire, de lier logiquement les travaux que nous venons de présenter et l'étude conduite par BIED-CHARRETON sur la côte sud-est (1972), région très peuplée, source d'un important mouvement de migration définitive ou temporaire vers la façade occidentale, et particulièrement les grandes exploitations. Ont joué les hasards, la possibilité d'explorer une région quasi inconnue des géographes, dans le cadre d'un projet FAO, la disponibilité d'un chercheur expérimenté. Néanmoins, de cette étude typiquement « régionale » ressortent des enseignements précieux sur les migrations, traditionnellement liées aux relations aînés-cadets, et entrant en crise avec la mise en cause de celles-ci, car l'alternative aux migrations est la conquête des collines, fertilisées par la plantation de bananiers. La rizière, dans un milieu difficile, a des résultats qui ne sont pas à la hauteur de l'ingéniosité déployée.

Il est plus difficile, paradoxalement, d'insérer dans un ensemble le travail de DELENNE (1973) sur le PC 23 du lac Alaotra. Ce texte de qualité montre la capacité d'évaluation, acquise par l'auteur comme par l'équipe ; il est, à son achèvement, le seul texte d'envergure qui aborde le problème des relations autochtones/migrants dans le contexte d'un grand ensemble irrigué. Dans le tableau général, il apparaît comme un cas particulier.

Le risque d'une valorisation des savoirs

On voit que, tout en s'efforçant de conserver une cohésion d'ensemble, avec ce qu'elle permet d'échanges, l'équipe a, en un lustre, considérablement évolué. Ceci est déjà montré pour la thématique ; il en va de même pour la couverture spatiale, très élargie, où les manques correspondent à des manques plus généraux : le Nord, si loin, le pays betsimisaraka, le Nord-Ouest, l'extrême Sud. Une part de ces manques sera comblée par la suite. Les échelles aussi se sont diversifiées, le cas limite vers la petite échelle étant le Sud-Est. On est loin du terroir et du petit pays. Or voici que de surcroît, l'équipe se lance dans une entreprise *a priori* folle : préciser les conditions géographiques du développement agricole sur l'ensemble du pays, sur convention avec le ministère de l'Agriculture. La somme de circonstances aboutissant à ce projet mérite d'être contée, tant s'y mêlent hasard et nécessité. Au départ, la planche 59B de l'*Atlas de Madagascar* (Divisions régionales), conçue en réaction à la 59A, jugée archaïque et fixiste ; la carte B cherchait au contraire à trouver un graphisme soulignant les changements et les connexions aboutissant à des entités régionales. Un petit colloque, très informel, accompagna son édition et fut l'occasion d'une réflexion sur la régionalisation. Cela plut aux partenaires de l'Agriculture, qui, chassés du régional par les sociétés d'études, se réfugiaient dans le global et proposèrent une convention, mal payée faute de moyens, mais gratifiante. On releva le défi. Les Orstomiens ne connaissaient pas toute l'île et parfois la documentation était dérisoire. De surcroît, à la suite de P. Gourou, on voulait présenter les faits à travers le prisme des civilisations, on cherchait un regard paysan, ce qui mettait quasi hors jeu une bonne part de la littérature scientifique.

La « Convention Carto »

Le fondement du travail était une carte des potentialités (fonction des savoirs, des moyens, des besoins), qu'on avait à peu près les moyens de réaliser grâce notamment au travail des pédologues et agronomes (BOURGEAT *et al.*, 1973), à qui les géographes sont infiniment redevables. Avec M. Petit, F. Bourgeat avait défini les trois surfaces d'aplanissement des Hautes Terres centrales, de même que les formes de leur dégradation (reliefs rajeunis, dérivés ou aplanis selon l'importance et la vigueur des pentes). F. Bourgeat pensait que les pentes correspondaient aux sols les plus fertiles, moyennant précautions, en raison de l'ablation des niveaux de silicates d'alumine de surface. La deuxième variable est l'âge de l'aplanissement, étroitement lié à sa fertilité. Les mesures de rendement effectuées par les agronomes (culture de maïs sur défriche) confirment cette intuition, les rendements diminuant depuis l'aplanissement quaternaire (6 t/ha)

jusqu'à la surface infra crétacée (1 t). Les rizières de vallée sont évidemment un cas particulier (BOURGEAT *et al.*, 1973). À l'objection du risque d'érosion sur les pentes, on peut opposer la meilleure structuration des sols dérivés et le fait que le raisonnement concerne l'agriculture paysanne telle qu'elle est, à base manuelle. Il n'y a pas de potentialité en soi. On peut donc, à partir d'une analyse de cartes topographiques (appuyées par la carte géologique), définir des zones morphologiques relativement homogènes, les unités physiques, y estimer à partir de coefficients définis sur photo aérienne (PELTRE, 1975) les pourcentages de types de sols, et partant, grâce aux données de rendement, estimer les productions, le riz étant à traiter à part. Cet exercice a abouti à des cartes qui permettent de justifier dans un très grand nombre de cas, la préférence paysanne pour les reliefs accentués, et la longue négligence à l'égard de la plupart des plaines rizicoles (RAISON, 1984 a).

Artisanat et travail d'équipe

Si risqué que soit cet exercice, il est plus fondé sur les Hautes Terres centrales, et en général le socle, que sur les périphéries, où l'intuition, due aux longs séjours, a été largement mise à contribution, et où la géologie a joué un trop grand rôle (RAISON, 1984 a). Cette carte devait être utilisée avec deux autres : une carte de densité par canton, d'où on éliminait pour le calcul les zones de potentialité quasi nulle ; une carte des infrastructures qui aurait pu être la base d'un SIG, notamment un fond précisant les conditions de desserte, où la charrette était prise en compte, dont il n'a été fait qu'une première esquisse, car le temps pressait.

On mesure mal la somme de travail exécutée avec des outils sommaires : surfaces des unités de production mesurées au pantographe, calculatrices mécaniques crachant leurs tripes pour donner un résultat, dessin à main levée et tirage ozalid, une cinquantaine de cartes au 1/500 000 peintes au pinceau et à la teinture à tapis de Tunisie. Femmes, voire enfants, des chercheurs et assistants, participaient jusque tard le soir. On travaillait en effet contre le temps, en pleine agitation politique et discussion sur le devenir de la recherche française dans le pays. Officiellement, on parlait surtout du sort des sciences humaines, vouées au départ pour cause d'ingérence ; mais d'autres, qui n'étaient pas géographes, disaient en coulisse qu'au contraire la « Convention Carto » allait sauver l'Orstom. Il n'en fut rien. Les géographes partirent en bon ordre, pas plus vite que les chercheurs de sciences physiques et trouvèrent de nouveaux territoires.

Conclusion : partir et laisser quelles traces ? ...

Sur place, nous pouvons douter que le travail de la « Convention Carto » ait eu le moindre impact, mais de la chute de Tsimbazaza résulta une diaspora qui reprit (en Équateur, au Mexique, au Brésil notamment), avec des moyens nouveaux les grandes lignes de notre réflexion. Nul n'est prophète en son pays, surtout s'il est d'adoption ? Sans doute ; et on ne doit pas minimiser les insuffisances scientifiques d'une équipe de très jeunes chercheurs. D'autres défauts sont sans doute

plus graves : l'Orstom a trop peu contribué à la formation de chercheurs malgaches, même si les torts étaient partagés : l'Office ne manquait pas d'excuses et l'Université ne faisait pas mieux. L'Orstom était en première ligne, et on le présentait couramment comme un des pôles du néocolonialisme : son statut juridique justifiait en partie l'argument, même si les positions étaient contradictoires entre divers segments du nouveau pouvoir malgache.

Mais le halo de mystère qui entourait la recherche française (et pas spécifiquement à Madagascar) a tenu pour une grande part à l'insuffisance criante des efforts de diffusion et de communication des résultats de la recherche. Combien de travaux purement et simplement disparus ? À quoi tient cette indifférence ? Les ruptures politiques, les mutations organisationnelles, certes, favorisent l'amnésie. Après la renégociation des accords de coopération, il y avait fort à faire, dans un climat de nationalisme aigu, pour bâtir de nouvelles structures, ouvrir de nouvelles approches avec des partenariats nouveaux. Les pages qui suivent s'efforcent de tirer les leçons de trois décennies et s'interrogent sur succès et échecs. Le passé, déjà bien lointain, de la prééminence française mérite aussi d'être médité, comme nous avons réfléchi sur É. de Flacourt et É.-F. Gautier...

Les géographes malgaches face à une délicate relève

Introduction : la difficulté

La disparition brutale en 1975 du pôle d'animation que représentait la section de géographie de l'Orstom traduit un contexte plus général de retrait de la coopération française, suite aux revendications politiques du mouvement de 1972. La coopération technique était pourtant essentielle, en particulier pour le fonctionnement de l'université de Madagascar, à un point tel que le laboratoire de géographie était considéré comme plus ou moins « chasse gardée » des géographes français (RAMAMONJISOA, 2007). Le retrait n'a pas été aussi brusque à l'Université qu'à l'Orstom car, d'une part, des travaux en cours se terminaient (des thèses d'enseignants alors en poste à Antananarivo seront soutenues peu de temps après en France : LE BOURDIEC, 1977 ; ROSSI, 1977) et l'aboutissement de recherches locales (RAKOTOARISOA, 1980) ne pouvait se faire sans la participation d'enseignants de rang professoral, que le corps malgache ne possédait pas ; d'autre part, le choix d'une décentralisation par les Centres universitaires régionaux demandait un appui de la coopération internationale pour pallier le manque d'enseignants malgaches qualifiés pour le cursus du Supérieur. Le désengagement de l'Université est cependant réel en moyens humains et matériels. Est-il synonyme de la fin de cette géographie dépendant fondamentalement des enseignants et chercheurs français, et léguée à leurs collègues malgaches, alors

que dans le nouveau dispositif, l'Université, prioritaire pour le recrutement des diplômés de l'enseignement supérieur, se trouve désormais au centre de la production scientifique ? Tel est le défi posé aux universitaires nationaux.

Ce défi doit être situé dans son contexte, à la fois matériel et idéal. Il accompagne une orientation « tous azimuts » (l'expression, empruntée, désigne officiellement l'ouverture vers le bloc occidental et vers le bloc communiste de la politique étrangère de la Deuxième République malgache) de la production des géographes du pays, autant dans les thématiques qu'au niveau des collaborations. Il en découle des analyses, des thèses, des publications, au sein desquelles l'Orstom, puis l'IRD, est devenu un partenaire parmi d'autres. Les résultats traduisent-ils une vitalité de la géographie malgache, ou, au contraire, cette diversification en manifeste-t-elle les limites ?

« Gestion de la pénurie » pour une géographie en (re)construction

L'indigence de moyens n'est pas une situation spécifique à l'Université, elle est commune à toute l'administration publique soumise à la rigueur budgétaire du cadre macroéconomique. Elle accompagne un éclatement des lieux de production scientifique.

Un dénuement en moyens

L'insuffisance matérielle handicape véritablement la production scientifique locale, d'autant plus qu'il n'y a plus de compensation financière de la coopération internationale. Au début des années 1990, époque où les conditions de la recherche sont relativement meilleures par rapport aux années 1980, un enseignant-chercheur de l'Université touche 300 000 francs malgaches (équivalent de 46 euros) d'indemnité annuelle d'incitation à la recherche, un montant dérisoire. La somme permet d'acheter 187 litres d'essence, elle est souvent dérivée vers les nécessités de la vie, dans un contexte où « la recherche n'assure pas le riz quotidien » (RAKOTO RAMIARANTSOA, 1995). Le handicap marque aussi l'environnement intellectuel d'une situation déjà isolée, car insulaire. La bibliothèque Orstom du centre de Tsimbazaza, véritable vivier pourvu en littérature scientifique, à l'égal des autres centres Orstom en dehors de l'île, et en productions locales, a connu une disparition de nombreux ouvrages ; elle n'a pas été utilisée à la mesure de sa richesse. Par ailleurs, la « gestion parcimonieuse des devises » (RABEARIMANANA, 1994) sous la pression du Fonds monétaire international, n'épargne pas les abonnements aux revues extérieures : ce dernier lien avec l'international est coupé. Enfin, l'arrêt de la publication de la revue *Madagascar : revue de géographie* dans la seconde moitié de la décennie 1980 prive les chercheurs locaux d'un support reconnu de publication, en même temps qu'il enlève toute possibilité d'échange avec des périodiques étrangers.

Les conditions de travail ont cependant connu une certaine amélioration, avec la reprise de collaborations institutionnelles internationales à partir des années 1980. La différence de moyens à disposition est ainsi nette entre les premières thèses de

nationaux alors en poste dans des lycées ou instituts de formation pédagogique (RANDRIANARISON, 1976 ; RAMAMONJISOA, 1978 ; RABEARIMANANA, 1978) et travaillant avec l'aide de leurs étudiants, et les travaux plus récents conduits la plupart du temps dans le cadre de programmes de coopération (RAKOTO RAMIARANTSOA, 1991 ; RABEMANAMBOLA, 2007 ; RANDRIAMANGA RATSIVALAKA, 2006). Il n'empêche que les moyens collectifs de l'Université en tant qu'institution sont très réduits. La reprise des conventions diversifie les initiatives de collaboration et participe d'un éclatement des lieux de la géographie, auparavant focalisés sur le laboratoire de géographie et l'Orstom.

Une multiplication des lieux de la géographie

Dans un premier temps regroupés au sein du seul ministère de l'Enseignement supérieur, la recherche et l'enseignement supérieur vont se trouver découplés avec la création du ministère de la Recherche scientifique et technologique pour le développement (MRSTD) en 1984. L'enseignement supérieur accroît le nombre de centres de formation et de production du savoir en géographie. À côté du département de géographie sis à Antananarivo, le seul aux débuts de l'université de Madagascar, celui du Centre universitaire régional (CUR) de Tuléar « est né et a pris sa véritable extension dans les années 1970 » (HOERNER, 1987), celui du CUR de Toamasina dans les années 1980. Dans la capitale même, l'École normale de niveau III⁹, sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, comporte une filière géographie et commence ses enseignements avec la rentrée universitaire 1980-1981.

Par ailleurs, le ministère de la Recherche regroupe plusieurs institutions et ne recrée pas de section de géographie comme telle. Que ce soit au sein du Centre national de recherche de Tsimbazaza, ou auprès du Fofifa (Centre national de recherche appliquée au développement rural) ou encore avec le Centre national de recherche sur l'environnement mis en place en 1984, les géographes se trouvent dispersés. Le Fofifa par exemple en compte au moins dans trois départements : Recherches forestières et piscicoles (ANDRIAMAMPIANINA, 2006), Recherche agronomique, (RAKOTO RAMIARANTSOA, 1983), Recherche-Développement (RANDRIANAIVO *et al.*, 1993).

Cette répartition en différentes institutions pouvait être une force par la collaboration, et cela d'autant plus que, parmi les éléments des équipes d'organismes de recherche ou d'appui au développement qui allaient (re)venir à partir des années 1980, des géographes seront présents, comme à l'IRD, mais aussi au Cirad, dans les projets bilatéraux, les Organisations non gouvernementales de la conservation. Ce ne fut pas le cas pour, semble-t-il, deux grandes raisons. La première tient au fait que la dispersion des moyens pouvait être vécue comme un mauvais choix, dans une conjoncture où, l'importance de ces derniers se réduisant, il convient au contraire de savoir les utiliser au mieux. Si légitimité est donnée à des structures pour former et produire en géographie, en ont-elles

9. EN 3, ainsi nommée par sa vocation à former les enseignants du second cycle du cursus secondaire, c'est-à-dire du niveau 3 selon la loi 78-040 portant sur l'Éducation nationale ; elle deviendra École normale supérieure, ENS, en 1995.

la compétence ? À preuve, la dépendance de Centres universitaires régionaux à l'égard de « missionnaires », expression désignant les enseignants en mission, d'Antananarivo pour assurer les cours et valider l'année. Le jeu en vaut-il la chandelle ? La discussion, qui touche un point sensible de toute décentralisation, n'entretient en tout cas pas un esprit de collaboration ; elle peut même générer des rivalités, qui sont la deuxième raison de l'éparpillement idéal des géographes. Sur ce point, le manque de concertation entre ministère de tutelle et institutions abritant des géographes est source de dysfonctionnements. Telle la décision de jumeler le département de géographie (faculté des lettres d'Antananarivo) avec le Centre de recherches tropicales de l'université de Strasbourg : les collègues d'Ankatso apprennent indirectement, par des informations extérieures (communication orale de J. Ramamonjisoa), cette nouvelle qui pourtant allait orienter des axes de leur action collective au cours des années 1980. La rivalité ouverte entre faculté des lettres et EN3 procède de la même veine. La première vit mal l'appui politique et matériel accordé par le ministère à un autre centre de formation et de production du savoir, allant pour certains de ses éléments jusqu'à parler de « diplôme maison ». La seconde n'accepte pas de rester confinée dans le seul champ de l'investissement pédagogique en soulignant aussi son apport à la recherche fondamentale (RAKOTO RAMIARANTSOA et FEUILLÈRE, 1984). Enfin, il faut noter la tendance des institutions de recherche à se tourner, dans leur partenariat, plus vers d'autres équipes de même statut, que vers l'Université : le rapprochement dès le début du Fofifa avec le Cirad en est caractéristique¹⁰. Ces réactions marquées expliquent en grande partie l'échec de l'Association des géographes de Madagascar (AGM), dans sa tentative de remobiliser ses membres autour du projet de mettre à jour l'*Atlas de Madagascar*, au début des années 1980. Le projet, pourtant porteur et appuyé par le Japon, n'a pas abouti.

L'atomisation des géographes nationaux est d'autant plus forte que, d'une part, la séparation entre géographie physique, aux praticiens minoritaires, et géographie humaine reste vive. D'autre part, l'absence d'un objectif commun est patente devant la diversité des enjeux auxquels les équipes se trouvent confrontées. Dans les Centres universitaires régionaux, il s'agit d'utiliser la recherche comme moyen d'ancrage pour « une politique de développement régional » (RAKOTOMALALA, 1987). La priorité du Fofifa au plus fort de la crise des années 1980 est une quête de financements afin de continuer à fonctionner¹¹. L'ENS quant à elle connaît un cheminement orienté vers sa vocation pédagogique et didactique, avec la mise en place en 1996 du Département recherche et production pédagogique ainsi que de la formation des Conseillers pédagogiques de l'enseignement secondaire du 1^{er} cycle (RANDRIANASOLO, 1997 ; ANDRIANALISON, 1997 ; RAZAFIARISON, 2006). Une dispersion des priorités accompagne ainsi l'éclatement physique des lieux de

10. Le dispositif PCP (Pôle de compétence en partenariat) mis en place au début des années 2000 veut instaurer une coopération plus élargie.

11. Au sein du Département de la recherche agronomique, certaines divisions ont dû stopper des activités, à cause du manque de moyens. Ce fut le cas du laboratoire de pédologie qui a arrêté les analyses de sols, faute de produits chimiques.

pratique de la discipline. Et pourtant, la géographie a une place à prendre dans le paysage de la production scientifique qui se redessine avec la Deuxième République.

La géographie face aux nouveaux enjeux

Comme pour toute discipline scientifique, la géographie ne peut se départir de son contexte social (ROBIC, 1992). Une demande politique forte de la Deuxième République vis-à-vis de l'Université a été la formation d'enseignants, pour accompagner la démocratisation de l'éducation à travers les écoles, les collèges, les lycées. Elle se trouve cependant desservie par le gel du recrutement dans la fonction publique. Cette contrainte des plans d'ajustement structurel conduit les géographes à un renforcement de leurs préoccupations relatives au développement, question centrale et récurrente pour une nation classée dans le groupe des Pays les moins avancés (PMA). Décliné dans un premier temps surtout avec sa dimension rurale, sous la forme de la « bataille pour l'autosuffisance alimentaire » (expression du livre rouge du président Ratsiraka) des années 1980, le développement va se voir adjoindre le qualificatif « durable », dans l'esprit du sommet de la Terre à Rio (1992). Par la suite, l'expression réduction de (ou lutte contre) la pauvreté caractérise le concept, auquel deux autres termes seront reliés. D'une part, « Environnement », dans le sens d'une attention à porter aux systèmes écologiques et à leurs ressources : si les méfaits du productivisme économique sur ce point sont reconnus, CLEAVER et SCHREIBER (1995) interprètent explicitement la pauvreté comme un facteur de la dégradation de l'environnement. D'autre part, « Participation », afin de responsabiliser les différents niveaux d'acteurs du développement, en particulier le niveau local dont le rôle spécifique est souligné (article 8 J de la Convention sur la diversité biologique) et que certaines approches valorisent¹². Environnement et participation font désormais partie du développement et soulignent à quel point ce dernier est un concept construit à des échelles supranationales, car ce sont deux termes imposés à l'échelle internationale à partir de la décennie 1980. Quel mot les géographes ont-ils à dire dans la transposition de ces concepts à l'échelle nationale, eux qui sont censés bien connaître les ressorts du fonctionnement des territoires dont les composants interfèrent à différents niveaux ?

Tels sont les défis posés à la géographie malgache, depuis l'avènement de la Deuxième République. Souligner la diversité de ces défis permet de ne pas se limiter au seul tryptique géographie coloniale-géographie tropicale-géographie du développement, pour reprendre les termes d'un cycle de colloques organisé par l'université de Bordeaux III de 2005 à 2008, et d'éviter des discussions déplacées (RAISON, 1989) à propos de la recherche en géographie dans un pays

12. Par exemple, l'action Programme national de gestion des terroirs menée en Afrique de l'Ouest à partir des années 1990. Rien de tel à Madagascar hormis des interventions ponctuelles, à l'échelle locale, d'institutions non gouvernementales (exemples des actions Aménagement Têtes de Vallon par l'ONG « Foresterie et Développement Paysan » sur les Hautes Terres, ou de certains thèmes des initiatives de l'agence nationale pour les actions environnementales).

en quête de son développement. Cette diversité comprend la structuration de la discipline, la définition d'objectifs communs, les compétences thématiques à mobiliser ou encore les relations avec les institutions étrangères. L'importance de ce dernier point est telle que des manifestations internationales parviennent à regrouper des acteurs que les seules initiatives nationales n'arrivent pas à faire coopérer : la session du réseau international *Érosion et gestion conservatoire des eaux et des sols*¹³, tenue à Antananarivo en octobre 2005 (RATSIVALAKA *et al.*, 2006), est en cela significative. L'influence de la coopération étrangère se fait cependant sentir différemment selon les institutions (les départements universitaires bénéficient le plus de la collaboration de collègues à profil reconnu de chercheurs), les réseaux (une différence entre ceux qui ont effectué la totalité de leur cursus à l'étranger, et les autres) et les générations de géographes. Chaque chercheur et institution ne peut profiter de manière égale de cette dynamique extérieure. Il en résulte une communauté hétérogène et des initiatives au coup par coup qui gênent l'émergence de thèmes fédérateurs.

Une production « tous azimuts »

En prenant comme base les thèses produites en géographie¹⁴, une recension montre qu'il n'y a pas eu arrêt de la recherche, après les changements liés à la crise politique des années 1972-1973. Les premières soutenances de géographes en poste à l'université de Madagascar ont lieu en 1978 (thèses de G. Rabearimanana et J.-L. Rabemanantsoa présentées à l'université de Paris VIII), ainsi que la première défense d'un doctorat à Antananarivo, celle de Josélyne Ramamonjisoa. Depuis cette date, il y a eu 47 autres travaux dont 3 Habilitations à diriger des recherches et 7 doctorats d'État, avec une production relativement moins soutenue pendant les décennies 1980 et 1990. Ils portent sur les différents domaines de la géographie (annexe 1) : économique, humaine, physique, et affichent même des thèmes auparavant peu abordés, comme les études urbaines. Les publications d'un niveau moins avancé témoignent aussi de la continuité de l'activité, à Antananarivo (96 mémoires de DEA en géographie à la faculté des lettres depuis 1970, 190 travaux de fin d'étude¹⁵ en filière histoire-géographie à l'ENS depuis 1985), comme à Tuléar (annexe 2).

La place de la collaboration internationale

Il faut noter une différence du cadre de conduite de ces recherches, entre celles réalisées dans un contexte uniquement national et celles menées en relation avec des institutions étrangères. 70 % de ces thèses ont été soutenues dans des universités françaises et suisse ; plus de 50 % de ce lot est l'œuvre de géographes malgaches. La situation révèle l'importance des relations internationales pour la pérennité de l'activité, ce qui est encore plus net avec les centres de recherche et

13. Réseau GCES, coordonné par le Dr Éric Roose de l'IRD.

14. Se reporter à l'annexe 1 ; sans être exhaustive, la liste recense l'essentiel des thèses soutenues sur Madagascar, dans le monde de la géographie francophone.

15. Selon les institutions d'accueil, les mémoires de l'ENS obtiennent l'équivalence de la Maîtrise ou du DEA.

le souffle nouveau qu'ils connaissent lorsque au cours des années 1980 et 1990, les conventions avec des partenaires étrangers reprennent.

À partir de 1975, reflétant un contexte général du pays, la recherche en géographie se fera donc au gré des partenariats. Les différentes facettes vont en développer des thématiques qui se trouvent pour certaines, en phase avec les axes des productions antérieures et pour d'autres, plus proches des réflexions sur les priorités locales et nationales. Les travaux des géographes témoignent de la présence et de la spécificité de la discipline, dès lors qu'il s'agit de thèmes touchant aux sociétés en relation avec leurs milieux de vie. Mais arrivent-ils à en faire reconnaître la pertinence ?

Une recherche au gré des partenariats

Le partenariat en recherche n'est pas une pratique nouvelle de la Deuxième République. Il s'inscrit dans une quête de meilleure efficacité par une conjonction de moyens humains et matériels, en sachant que, désormais, l'exercice de la recherche sur le territoire national ne peut s'effectuer sans une approbation préalable des autorités malgaches.

L'absence de structure organisée en équipe de recherche

Le dispositif de la recherche publique malgache ne compte pas de chercheur confirmé en géographie en 1975. Les cadres recrutés sont jeunes, ils sortent des premières promotions de l'Université se destinant à la recherche, dans les années 1970. Les enquêteurs des anciennes équipes Orstom sont certes présents dans les centres, avec leurs qualités indéniables d'observations, de relevés, de mesures. Mais ils sont restés au stade de techniciens. Ils retrouveront quelque peu leur précieux rôle de personne-ressource avec les programmes qui accompagnent la reprise des collaborations internationales à partir de 1980, *via* les appels d'offres et les conventions. Les cadres de l'enseignement supérieur, quant à eux, ne connaissent pas de structure organisée en équipe de recherche. Leurs productions reposent essentiellement sur des initiatives personnelles, et en fonction des opportunités qui se présentent : consultations auprès de différents organismes (institution de développement, organisation non gouvernementale), plutôt à l'origine de travaux d'experts, ou collaborations dans le cadre de conventions entre établissements. Les universitaires affirment leur présence : 8 doctorats entre 1978 et 1991, 4 autres de 1993 à 2003 ; 6 thèses d'État et habilitations à diriger des recherches depuis 1991. Leurs écrits traduisent une formation académique qui s'exprime dans des champs classiques : géographie du développement, géographie rurale, géographie physique. Sur ce plan, les premiers travaux¹⁶ confrontés à la géographie culturelle des terres malgaches (BLANC-PAMARD, 1986) sont novateurs. Ils soulèvent la complexité de traduire les mots de la géographie française en termes malgaches et posent un problème plus général de transposition de concepts d'analyse des lieux.

16. Travaux conduits par C. Blanc-Pamard en coopération avec la faculté des lettres d'Antananarivo, dans le cadre d'un programme sur appel d'offres de la DGRST (Délégation générale à la recherche scientifique et technique) française, « Interprétation et pratique du milieu naturel dans deux régions tropicales d'altitude fortement peuplées, Imerina et Rwanda » (resp. : J.-P. Raison).

Les types de collaborations

Trois catégories de partenaires collaborent avec les géographes malgaches. D'abord, les coopérateurs de l'Université, soumis aux mêmes charges de formation et de recherche que leurs précédents collègues. De moins en moins nombreux au fil des années, ils sont remplacés au cours des années 1990 par des missions ponctuelles d'enseignants-chercheurs français dans le cadre d'accords interuniversitaires (exemple de l'université de Nantes avec l'université d'Antananarivo) ou par des financements de l'Agence universitaire de la francophonie. Ensuite, les organismes internationaux et/ou ceux de la société civile : par des contacts directs ou à travers les organisations non gouvernementales et les bureaux d'études, ils sont en quête de compétences sur des thèmes dont ils ont la charge. Enfin, les organismes publics étrangers passant convention de recherche avec les établissements nationaux : ce fut l'un des principaux moyens de relance de la recherche malgache ainsi que la voie d'une ouverture à l'environnement scientifique anglophone.

Il faut noter deux grandes différences du fonctionnement de ce partenariat renouvelé, par rapport aux pratiques antérieures. D'abord, ce sont souvent des financements internationaux, avec des objectifs précis sur un temps limité. Les sujets traités concernent plus des thématiques dans l'air du temps, comme la question de la pauvreté ou des relations entre population et environnement, qu'ils traduisent un affichage local, objet de réflexions suivies. Les géographes seraient-ils entrés dans l'ère d'une recherche « politiquement correcte » ? Ensuite, l'approche du terrain. Alors que la première équipe de géographes de l'Orstom était préoccupée par la question des données, accordant du soin à observer, prendre et produire soi-même (carrés de rendements, mesures de surfaces...), ce n'est désormais plus le temps d'investigations longues sur le terrain. Il y a certes des exceptions, comme l'investissement des géographes dans le programme Gerem de l'IRD (MILLEVILLE *et al.*, 2000 ; BLANC-PAMARD et RAKOTO RAMIARANTSOA, 2006). Mais la tendance générale est bien à une réduction du temps accordé à la pratique directe du terrain. Les chercheurs y vont peu. Enquêteurs et étudiants, par contre, sont fortement sollicités au point où l'on se demande si ce n'est pas devenu un point de méthode : on ne fait plus soi-même, on fait faire.

Des conventions diverses

Les conventions fondent l'organisation partenariale de cette période. Elles présentent trois formes. La première concerne des programmes associant chercheurs malgaches et chercheurs étrangers. Le gouvernement français reste très présent sur ce volet. Ainsi, le soutien de la DGRST a permis la relance de la collaboration franco-malgache sur un terrain d'étude malgache, en 1980. Des programmes interuniversitaires voient la mobilisation d'autres sources de financement. C'est le cas de l'appui du ministère de l'Écologie et du Développement durable à la conduite du programme Ecofor « Perceptions, pratiques, gestion traditionnelles et modernes d'un écosystème forestier tropical : les mangroves du nord-ouest de Madagascar. Mise en place d'une optimisation des plans de gestion », auquel collaborent l'université d'Antananarivo, l'UR 169 de l'IRD et l'université de

Grenoble (2006-2008). Le soutien financier du ministère des Affaires étrangères aux projets Campus et Corus est un autre appui pour les travaux de terrain locaux, en ce qui concerne les premiers, auxquels s'ajoute une prise en charge de séjours à l'étranger, pour les seconds. Le projet Campus « Les mutations des stratégies paysannes face à la crise des années 1980 » conduit de 1988 à 1990 à un impact considérable, pendant une période où la recherche est difficile, matériellement et politiquement. Réunissant les universités de Paris X Nanterre, d'Antananarivo et de Paris I, il contribue à l'achèvement de travaux : RABEARIMANANA, 1994 ; RAKOTO RAMIARANTSOA, 1991 ; RAMAMONJISOA, 1994. Il débouche aussi sur un ouvrage qui souligne à quel point les réactions à cette crise développent des disparités régionales marquées (RAISON, 1994). Les apports du projet sur le plan théorique sont riches : la crise vue comme facteur de dynamisme, la très grande souplesse des exploitations dans leurs adaptations, les profondes et rapides mutations de l'agriculture, l'utilisation de la photo aérienne pour la mesure des changements...

Depuis 2000, deux projets Corus ont apporté un appui semblable à des équipes interdisciplinaires intégrant des géographes. Le projet Aduraa (« Agriculture durable de l'agglomération d'Antananarivo », 2003-2006) s'intéresse à la durabilité des modes d'agriculture urbaine et périurbaine de la capitale de Madagascar. Il regroupe l'université d'Antananarivo (Départements de géographie et de chimie environnementale), le Fofifa (Département des recherches rizicoles), l'Essa (Département agriculture et agromanagement) ; les partenaires français sont l'Inra (Sadapt) et le Cirad. L'action a permis pour les géographes, la production d'une thèse (ANDRIARIMALALA, 2006) ainsi qu'une ouverture vers la recherche anglophone du Resource Center on Urban Agriculture and Forestry, en Hollande. « Transformation et gestion des paysages à Madagascar », l'autre programme (2004-2007) réunit les universités d'Antananarivo et de Nantes. Il porte sur l'évaluation de la mobilité et de la fragilité des paysages malgaches à partir de sites-tests. Il comprend dans ses résultats la présentation d'une Habilitation à diriger des recherches (RANDRIAMANGA RATSIVALAKA, 2006).

Les relations institutionnelles entre établissements publics constituent la deuxième forme de convention. L'Orstom compte parmi les institutions présentes dans ce sens dès les années 1980. En 1984, une convention établie avec le ministère de la Recherche scientifique et technologique pour le développement engage l'Orstom sur un programme de recherche en sciences sociales dans la région de Toliara (LOMBARD, 1987). L'initiative renouvelle les pratiques des chercheurs du Sud-Ouest malgache, nationaux (RAKOTOMALALA, 1987) ou expatriés (HOERNER, 1987). En 1996, le programme Gestion des ressources et des environnements à Madagascar (Gerem) investit sur l'analyse des relations entre pratiques d'exploitation et dynamique des milieux, dans des zones du Sud-Ouest affectées de mutations rapides (MILLEVILLE *et al.*, 2000). Il est le fruit d'une collaboration du Centre national de recherche sur l'environnement et de l'UR « Transitions agraires et dynamiques écologiques » de l'Orstom. À partir de 2003, la phase II du programme étudie le corridor forestier du rebord oriental des hautes terres betsileo (SERPANTIÉ *et al.*, 2007). Thèses et DEA (RANAIVOARIVELO,

2002 ; REBARA, 1998) ainsi que plusieurs écrits (LASRY *et al.*, 2005 ; SERPANTIE *et al.*, *op. cit.*) accompagnent la participation des géographes à ce programme fondé sur l'interdisciplinarité (BLANC-PAMARD *et al.*, 2005).

D'autres actions coordonnées par des géographes de l'IRD accordent une première formation à la recherche aux étudiants malgaches, en les intégrant dans des phases de leur programme. Tel est l'esprit de la collaboration de l'IRD avec l'École normale supérieure d'Antananarivo, à l'origine de plusieurs mémoires de fin d'études d'élèves de cette école. Quelques exemples de ces travaux sont indiqués en annexe 3 : programme mangrove (responsable J. Iltis, mémoires n° 1 et 16 de l'annexe) ; programme santé¹⁷ (responsable P. Handschumacher, mémoires n° 3 et 4) ; programme sécurité alimentaire (responsable I. Droy, mémoires n° 9 et 14).

L'héritage des études de terroirs de l'Orstom a été repris par des chercheurs et institutions hors Orstom pour un retour sur ces lieux, dans l'esprit du programme « terrains anciens, approche renouvelée » lancé dans les années 1980 pour l'Afrique subsaharienne autour de Ph. Couty et de chercheurs de l'Orstom-IRD. Il s'agit de prendre la mesure de l'évolution des sociétés rurales, sur la base des analyses effectuées au cours des années 1960. Ce sont les travaux de RANDRIAMAHENINTSOA (mémoire n° 11 de l'annexe 3), RALIMAMPINANINA (mémoire n° 7), RAVONINAHIDRAIBE (mémoire n° 19), et l'ouvrage de BLANC-PAMARD et RAKOTO RAMIARANTSOA (2000). Sur un autre plan, on peut regretter une absence de valorisation des ouvertures scientifiques que la « convention Carto » a données à la première équipe de géographes de l'Orstom. En effet, l'équipe est passée de l'échelle locale des terroirs à celle de l'espace national, ainsi qu'aux réflexions sur la prospective territoriale tout en se préoccupant de la production de données avec un ancrage de localisation, ce qui préfigurait les Systèmes d'information géographique (BIED-CHARRETON *et al.*, 1975). Une telle approche n'a pas connu de suite, tout comme la valorisation de la carte des conditions géographiques de la mise en valeur agricole de Madagascar qui en a découlé (3 feuilles au 1/1 000 000 avec une notice explicative), document par ailleurs très peu connu et difficilement accessible. Sa comparaison avec la carte des inventaires naturels établie par le CNRE dans les années 1980 sur un financement de la Banque mondiale serait pourtant riche d'enseignements.

Avec l'Orstom, d'autres établissements publics collaborent en partenaires de la recherche malgache. Leur présence est inégale, selon les réseaux propres des chercheurs et/ou de leur établissement : l'École polytechnique fédérale de Zürich appuie la formation et la recherche forestières à l'École d'agronomie d'Antananarivo, les universités de Poitiers et de Toamasina travaillent ensemble sur la question de l'ingénierie des médias. Plus spécifique aux géographes, la coopération avec le Cirad proche du Fofifa porte particulièrement sur les thèmes du monde rural et de son développement. Elle entre dans le cadre d'actions thématiques programmées prévoyant une analyse de géographie parmi les disciplines sollicitées (RAKOTO RAMIARANTSOA, 1993) ; elle peut également cor-

17. La thèse de C. HENRY-CHARTIER (2000) a été conduite dans le cadre de ce programme.

respondre à des réponses à appel d'offres demandant l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire (RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR, 1997). Enfin, le Cirad compte en son sein même des géographes dont les travaux se trouvent dans la lignée des publications de la première équipe de l'Orstom (ROLLIN, 1994 ; TEYSSIER, 1994). Le Cirad participe aussi à la formation à la recherche, par l'intégration d'étudiants dans leurs projets (mémoires n° 5, 18 et 23 de l'annexe 3).

Dans le cadre de telles relations entre établissements publics, la collaboration de l'ENS d'Antananarivo avec le Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (Cnearc) de Montpellier est un exemple particulier de formation par la recherche. À partir d'un centre d'hébergement construit sur le terrain d'étude, plus d'une vingtaine de travaux d'ingénieurs agricoles et agronomes du Cnearc, de géographes (exemples des mémoires n° 12 et 22 en annexe 3) mais aussi d'étudiants de la filière civilisation malgache, alimentent depuis 1994 la compréhension d'un remarquable système d'irrigation « traditionnel » (RAKOTO RAMIARANTSOA, 1995). Levés de tracés de canaux hydro-agricoles du système local, enquêtes systèmes de production, arbres généalogiques, rendements des cultures, cartes foncières... sont mobilisés pour éclairer les réalités locales et montrer la pertinence des pratiques paysannes, mais aussi les contraintes ; le projet mené en partenariat révèle une orientation de la géographie malgache (RAKOTO RAMIARANTSOA *et al.*, 2007).

Enfin, organismes internationaux et organisations non gouvernementales constituent le troisième pôle des partenaires de la recherche à Madagascar. Leur place de plus en plus importante accompagne une évolution générale, celle du mode de gouvernance qui, en phase avec les grands principes de la libéralisation, appuie les initiatives de la société civile. Leur rôle est important, pour les chercheurs comme pour la recherche, surtout lorsque en situation de financement national insuffisant, les conventions font défaut pour mener des activités de recherche institutionnelle. Ce type de partenariat accorde des consultations sur des thématiques ciblées avec des termes de référence précis. Il permet d'assurer des moyens et un suivi pour les étudiants en formation à la recherche (pour l'ENS, exemples des mémoires n° 8, 11 bis, 20). Les sollicitations de géographes touchent aux questions de dynamiques territoriales (exemple du programme du Pnud « régions et développement » des années 1980), à celles de relations des hommes avec les ressources de leur milieu (exemple du projet « Terre-Tany Bema » de la deuxième moitié des années 1990, financement suisse), d'une manière plus générale aux questions de développement (exemple des opérations de réhabilitation des périmètres irrigués dans les années 1980, de mise en place des associations d'usagers de réseaux hydro-agricoles dans les années 1980 et 1990). Elles portent aussi sur les thèmes de l'environnement, de plus en plus prégnants depuis la fin des années 1980 et l'installation d'une représentation du WWF dans la capitale, en 1990. Entrer dans une démarche de coopération avec ces organisations confère sans aucun doute une expérience appréciable. Elle doit aussi confirmer auprès des commanditaires d'études la pertinence de la démarche géographique. Il n'en reste pas moins qu'un tel engagement interroge le chercheur dans sa stratégie, car le cercle des institutions de financement et

des bureaux d'études est souvent plus sensible à des recommandations afin que les projets analysés se poursuivent, qu'à des réflexions de fond sur l'action (RAKOTO RAMIARANTSOA, 1995).

Conclusion : perspectives et questionnements

Il est indéniable que, sur le plan de la continuité de la recherche, les géographes ont relevé le défi de la délicate relève à assurer. Thèses, publications, programmes de recherche et appuis institutionnels en témoignent. De plus, l'Université et l'IRD n'ont plus l'apanage de la discipline. Les thématiques, les partenariats, les pratiques se sont diversifiés, ce qui est une richesse potentielle dans la perspective de collaborations. Cependant, cette activité tous azimuts pose aussi question, quant à l'avenir. Pour des raisons politiques, assurément, car tout partenariat institutionnel est toujours lié à des conjonctures d'ordre politique. Mais aussi, à cause de deux constats importants. Le premier concerne l'absence de réflexion critique de la géographie sur des thèmes sensibles et stratégiques, ce qui peut aller jusqu'à mettre en cause sa crédibilité en tant que discipline attachée à la compréhension des relations des hommes à leur territoire. Le second est la question de la relève des chercheurs.

Des expressions comme « mauvaise gestion du sol », « vocation des sols », « exploitation rationnelle de l'environnement », figurent dans des travaux de programmes très en vue, comme le projet Corus sur la transformation et la gestion des paysages de Madagascar, sans qu'elles fassent l'objet de remise en cause. Comme telles, elles traduisent pourtant les normes qui accompagnent les interventions des grands bailleurs internationaux en matière d'environnement, comme le Programme national d'action environnementale, ou le programme Dette-Nature. Elles procèdent d'une mise en ordre de la nature suivant un « cadre conceptuel unique » dénoncé par BLANC-PAMARD et BOUTRAIS (1997) : le diagnostic considère seulement les perturbations sur le fonctionnement des systèmes écologiques que créent les activités anthropiques, pour prendre comme objets d'étude les dysfonctionnements liés à ces perturbations, et comme objectif une réhabilitation en conséquence des milieux. RODARY *et al.* (2003) montrent que de telles normes s'accordent très rarement avec les réalités géographiques, économiques et sociales des territoires et des sociétés concernés. Des notions connues, comme celle d'érosion utile (RAISON, 1984 a ; ROLLIN, 1994 ; ANDRIAMAMPANINA, 2006) ou d'ethno-agronomie (RAKOTO RAMIARANTSOA, 1997), se trouvent ignorées. Ces notions sont cependant essentielles pour les systèmes locaux d'usage des ressources « naturelles ». En faisant leur la terminologie normative des projets environnementaux, les géographes ne peuvent activer le tropisme environnementaliste de leur discipline, celui qui sait expliquer les logiques des pratiques locales du milieu. Ils s'alignent de fait sur la position des naturalistes et des biologistes et restent au second plan en ce qui concerne les problématiques de l'environnement. Or, celles-ci servent de toile de fond au redéploiement de stratégies politiques ou économiques (BLANC-PAMARD et RAKOTO RAMIARANTSOA, 2003), ce qui rejoint l'autre thématique peu abordée, et pourtant essentielle, celle de la régionalisation.

La région est la grande absente des réflexions thématiques menées après 1975. Absence, non pas qu'il n'y ait pas eu d'étude régionale, car le contexte était à la mise en place des nouvelles régions administratives. Par ailleurs, les travaux du projet Campus sur les mutations des stratégies paysannes (RAISON, 1994) abordent la question ; ils sont toutefois guidés par une perspective comparatiste. De même, RAISON (2000) esquisse la configuration régionale renouvelée de l'île, et PEYRUSAUBES *et al.* (2005) évoquent le thème à travers la notion de spatialité différentielle. L'absence évoquée tient au fait que des points centraux n'ont pas été traités et des interrogations fortes restent sans réponse. Les dynamiques sociales dans l'interpénétration du monde rural et du monde urbain distinguent-elles des territoires, pour être facteurs de régionalisation ? Quelles caractéristiques présentent les recompositions territoriales dans le cadre de la décentralisation ? Comment la participation, la décentralisation peuvent-elles s'accorder avec une société dont une distinction en groupes statutaires ainsi qu'une administration très centralisée des espaces et des hommes marquent l'histoire ? Au-delà de ces processus internes de régionalisation du pays, comment intégrer la dimension supranationale du sud-ouest de l'océan Indien, ce que RAISON (1995) a brièvement exposé ? La place prise par l'Afrique du Sud en effet, ainsi que les regroupements régionaux à l'œuvre (COI, SADC) orientent aussi les dispositions au développement local, régional. L'imbrication des échelles demeure complexe, autant pour la question de l'environnement que pour celle de la régionalisation. Est-ce une opportunité offerte aux géographes dans leur savoir articuler le global au local, pour éviter que le développement soit le lieu de conflits de « la rationalité de pratiques locales face à des perceptions guidées par des objectifs qui ne sont pas ceux des pratiques locales » (RAKOTO RAMIARANTSOA *et al.*, 2007), à l'exemple de réflexions sur les Périmètres irrigués¹⁸ ?

Le problème de la relève est un autre défi de la géographie malgache. Il se pose sur un double plan. D'abord, celui du renouvellement des cadres actuels (niveau doctorat de troisième cycle et doctorat d'État), proches de la retraite, alors que peu d'éléments de la génération suivante sont à même de les remplacer. Les possibilités très limitées d'appui à des recherches doctorales écartent de cette voie beaucoup d'apprentis chercheurs de qualité. Nombreux sont les géographes qui se retrouvent cadres de bureaux d'études, prestataires de services, responsables d'organisations non gouvernementales, ou encore enseignants ou responsables de l'éducation dans des régions isolées (les sortants de l'École normale supérieure d'Antananarivo sont souvent nommés dans les lycées de province où l'isolement empêche la conduite de recherches). Sur un autre plan, cette relève doit s'inquiéter de produire des travaux de géographie de qualité qui servent les réflexions sur les dynamiques territoriales du pays.

18. Émises dès les années 1980 dans le cadre d'études accompagnant la réhabilitation de réseaux hydro-agricoles (BLANC-PAMARD et RAKOTO RAMIARANTSOA, 2000), des réflexions sur l'inadéquation de séparer les bas-fonds irrigués de leurs versants et interfluves attenants ont participé à la mise au point des opérations d'irrigation des projets Bassin-versant des périmètres irrigués (BVPI) des années 2000.

Conclusion générale : l'autonomie dans la coopération

Au rythme du monde, la géographie à Madagascar porte la marque des grandes périodes historiques de l'île. À sa production ont participé explorateurs et savants voyageurs, de même que les perspectives coloniales et postcoloniales d'aménagement territorial, mais aussi les institutions académiques de la recherche et de la formation. Au vent des îles, cette géographie vit les problèmes de coordination de ses chercheurs, laissant parfois de côté des champs de réflexion sur lesquels dans le même temps et en d'autres pays en développement, la géographie construit sa visibilité. Elle est confrontée à l'inégale répartition des moyens et des travaux de ses acteurs, ce qui traduit une autre caractéristique forte : l'importance des relations extra-insulaires dans la dynamique de la discipline.

Ce dernier point apparaît comme le défi central, récurrent et commun entre une première phase où, jusqu'à la crise politique de 1972-1973, l'Orstom et l'Université dans une cohabitation complexe tenaient seuls les rênes de l'activité, et une autre époque commençant avec la Deuxième République, depuis laquelle le principal enjeu de la géographie à Madagascar réside dans la quête d'une autonomie dans la coopération (RAMAMONJISOA, 2007). La reprise de la collaboration internationale au cours des années 1980 a diversifié les partenaires, contribuant à enrichir les réflexions, confronter les pratiques, varier les financements et finalement, assurer la pérennité de l'activité, ce qui était un défi à relever. Par sa présence, son expérience, son insertion dans plusieurs programmes achevés ou en cours, l'IRD continue de participer à la production géographique malgache.

Dans le même temps, la quête d'autonomie place les acteurs de la recherche face aux responsabilités du choix des partenaires, de la priorité des thématiques, de l'engagement des compétences. Sur ce plan apparaît le problème plus général de coordonner la recherche, d'articuler les initiatives de l'enseignement supérieur avec les dispositifs de la recherche publique, de définir les collaborations spécifiques à mobiliser. Il s'agit de dispositions d'une politique nationale de recherche sans lesquelles la diversité risque de devenir dispersion et le partenariat avec des organismes de recherche étrangers et/ou des programmes sur financement extérieur, ne pas répondre à des réflexions prioritaires. L'excellence de la coopération ne peut faire l'économie d'une politique nationale de recherche cohérente dont bénéficiera la géographie.

Bibliographie

ALTHABE G.

1969 – *Oppression et libération dans l'imaginaire. Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar*. Maspero, 360 p.

ANDRIAMAMPIANINA N.

2006 – « L'érosion en lavaka et leurs utilisations par les paysans du terroir d'Ampasimbe, Madagascar ». In Ratsivalaka S., Serpantié G., de Noni G., Roose E. (dir.) : *Érosion et gestion conservatoire de l'eau et de la fertilité des sols*, actes des journées scientifiques du réseau Érosion et Gces de l'AUF : 223-227.

ANDRIANALISON D. H.

1997 – *Pauvreté et problèmes de scolarisation dans l'agglomération d'Antananarivo*. Antananarivo, ENS, mémoire de CAPEN, 104 p.

BIED-CHARRETON M.

1969 – Limites et intérêt des aspects quantitatifs d'une étude socioéconomique : méthodologie de l'enquête statistique « plaine de Tananarive ». *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, 6 (3) : 127-145.

BIED-CHARRETON M.

1972 – *La côte sud-est de Madagascar. Problèmes posés par l'intensification de l'agriculture*. Thèse, univ. Paris I, 2 tomes, 400 p., 25 cartes ht.

BIED-CHARRETON M.,**DANDOUY G., RAISON J.-P.**

1975 – *Espaces naturels et développement rural : un travail collectif de cartographie sur Madagascar : principes, méthodes, applications*. Paris, Orstom, 37 p. (Journées Géographiques de Nice).

BLANC PAMARD C.

1986 – « Dialoguer avec le paysage ou comment l'espace écologique est vu et pratiqué par les communautés rurales des Hautes Terres malgaches ». In Chatelin Y., Riou G. (éd.) : *Milieux et paysages*, Masson, Paris : 17-35.

BLANC PAMARD C., BOUTRAIS J.

1997 – « Finale ». In : *Thème et variations, nouvelles recherches rurales au Sud*, Paris, Orstom : 357-367.

BLANC PAMARD C.,**RAKOTO-RAMIARANTSOA H.**

2000 – *Le terroir et son double : Tsarahonenana 1966-1992*. Madagascar Paris, IRD, 254 p.

BLANC PAMARD C.,**RAKOTO-RAMIARANTSOA H.**

2003 – « Madagascar : les enjeux environnementaux ». In Lesourd M. (coord.) : *L'Afrique. Vulnérabilités et défis*, Nantes, Éditions du Temps : 354-376.

BLANC PAMARD C., MILLEVILLE P.,**GROUZIS M., LASRY F., RAZANAKA S.**

2005 – Une alliance de disciplines sur une question environnementale : la déforestation en forêt des Mikea (sud-ouest de Madagascar). *Natures Sciences Sociétés* 13 : 7-20.

BLANC PAMARD C.,**RAKOTO RAMIARANTSOA H.**

2006 – *La légitimité en questions. Recompositions territoriales et politiques environnementales. Pratiques, acteurs, enjeux (corridor betsileo-tanala, Madagascar)*. Antananarivo, IRD/CNRE, CNRS/EHESS/CEAf/Icotem, 160 p.

BLANCHARD R.

1906 – *La Flandre. Étude géographique de la plaine flamande en France*. Société Dunkerquoise pour l'avancement des lettres des sciences et des arts, X + 530 p.

BOURGEAT, F., HUYNH VAN NHAN,**VICARIOT F., ZEBROWSKI C.**

1973 – Relations entre le relief, les types de sols et leurs aptitudes culturales sur les Hautes Terres malgaches. *Cah. Orstom, sér. Biol.*, XIX : 23-42.

CLEAVER K. M., SCHREIBER G. A.

1995 – *Reversing the Spiral: The Population, Agriculture, and Environment in Sub-Saharan Africa*. World Bank.

COULAUD D.

1972 – *Les Zafimaniry, un groupe ethnique de Madagascar à la poursuite de la forêt*. Tananarive, Fanontam-boky Malagasy, 386 p.

DANDROY G., MARCHAL J.-Y.

1972 – *Contribution à l'étude géographique de l'Ouest malgache*. Paris, Orstom, coll. Trav. et Doc., 16, 162 p.

DECARY R.

1933 – *L'Androy (extrême sud de Madagascar) : essai de monographie régionale*. 2 vol. Paris, Société d'Éditions maritimes et coloniales.

DELENNE M.

1970 – Terroirs en gestation dans le Moyen-Ouest malgache. *Études Rurales*, (37-38-39) : 410-448.

DELENNE M.

1973 – *La population du PC23 (lac Alaotra) devant les nouveaux aménagements de la Somalac : étude géographique*. Tananarive, Orstom, 175 p. multigr.

DEMANGEON A.

1905 – *La Picardie et les régions voisines*. Paris, A. Colin, 496 p.

DESCHAMPS H.

1936 – *Les Antaisaka. Géographie humaine, coutumes et histoire d'une population malgache*. Tananarive, Pitot de la Beaujardière, 222 p.

DOUËSSIN R.

1974-1975 – Géographie agraire des plaines de Tananarive. *Madagascar. Revue de géographie*, 25 : 9-156, 26 : 7-91.

DUBOIS H.

1938 – *Monographie des Betsileo*. Paris, Institut d'Ethnologie, 1519 p.

GAUTIER E. F.

1902 – *Madagascar. Essai de géographie physique*. Paris, Challamel, 428 p.

GERVAIS LAMBONY P.

2000 – « De la ville inutile ... à la comparaison nécessaire. Pour une géographie humaine ». In Nicolai H., Pelissier P., Raison J.-P. (dir.) : *Un géographe dans son siècle, actualité de Pierre Gourou*, Karthala Géotropiques.

GLEIZES M.

1985 – *Un regard sur l'Orstom, 1943-1983*. Paris, Orstom, 122 p.

GOUROU P. (dir.)

1967 – *Madagascar. Cartes de densité et de répartition de la population*. Bruxelles-Paris, Cemubac-Orstom, 3 cartes au 1/1 000 000 et Notice de 28 p.

HOERNER J.-M.

1987 – « Du chercheur solitaire au chercheur solidaire : l'impact du programme MRSTD-Orstom sur un assistant technique thésard de Tuléar ». In Lombard J. (dir.) : *L'équipe Madagascar : une expérience de coopération, une équipe de recherche 1985-1987*, Bulletin de Liaison-Orstom, Département H, (11) : 45-47.

LASRY F., BLANC-PAMARD C., MILLEVILLE P., RAZANAKA S., GROUZIS M. (eds)

2005 – *Environnement et pratiques paysannes à Madagascar*. Paris, Cédérom, coéd. IRD Éditions/CNRE.

LAVONDÈS H., OTTINO P.

1961 – *Problèmes humains dans la région de la Sakay*. Paris, Orstom, 154 p. multigr.

LE BOURDIEC F.

1969-1970 – in *Atlas de Madagascar*, planches 31 (Utilisation du sol cultivé), 32 (Riz : production-consommation), Tananarive, BDPA.

LE BOURDIEC F.

1974 – *Hommes et paysages du riz à Madagascar, étude de géographie humaine*. Tananarive, FTM, 648 p.

LE BOURDIEC F.

1977 – *Villes et régionalisation de l'espace à Madagascar*. Thèse, univ. Paris I, 716 p.

LOMBARD J.

1987 – L'équipe Madagascar. Une expérience de coopération, une équipe de recherche. 1985-1987. *Bulletin de liaison département H*, 11, 96 p.

MARCHAL J.-Y.

1967 – Évolution du peuplement dans la cuvette d'Ambohimambola (sous préfecture de Betafo) : contribution à l'étude historique du Vakinankaratra. *Bulletin de Madagascar*, 250 : 241-280.

MILLEVILLE P., MOIZO B., BLANC-PAMARD C., GROUZIS M. (dir.)

2000 – *Sociétés paysannes, dynamiques écologiques et gestion de l'espace rural dans le sud-ouest de Madagascar*. Programme thématique : systèmes écologiques et actions de l'homme, Tananarive, IRD-CNRE-CNRS, 125 p.

OTTINO P.

1963 – *Les économies paysannes malgaches du Bas Mangoky*. Berger-Levrault, 375 p.

OTTINO P.

1965 – Notables et paysans sans terre de l'Anony. *Bulletin de Madagascar*, 224 : 19-63.

OTTINO P., LAVONDÈS H., TROUCHAUD J.-P.

1960 – *Premier rapport sur les problèmes humains dans le delta du Mangoky*. Tananarive, Orstom, 127 p. multigr.

PELTRE P.

1975 – *Évaluation des surfaces réellement utilisables au sein des Unités complexes de la carte « Valeur des Unités Physiques*. Tananarive, Orstom, 9 p.

PETIT M.

1964 a – Origine géographique et sociale des étudiants de l'université de Madagascar. *Madagascar, revue de géographie*, 3 : 71-87.

PETIT M.

1964 b – Ankofa, village betsimisaraka. *Les Cahiers d'Outre Mer*, Bordeaux, 70.

PEYRUSAUBES D.,

RAKOTO RAMIARANTSOA H., THIBAUD B.

2005 – « "Terres loin du Prince" ou la spatialité différentielle malgache ». In Jauze J. M., Guébourg J. L. (textes réunis par) : *Inégalités et spatialités dans l'océan Indien*, Paris, université de la Réunion, L'Harmattan : 369-382.

PORTAIS M.

1974 – *Le bassin d'Ambalavao : influence urbaine et évolution des campagnes (sud Betsileo Madagascar)*. Paris, Orstom, coll. Trav. et Doc. 33, 170 p.

RABEARIMANANA G.

1978 – *Les hommes et leurs activités dans la péninsule de Mahamavo (Majunga). Contribution à l'étude des relations ville-campagne*. Thèse, univ. Paris VIII, 341 p.

RABEARIMANANA G.

1994 – « Le Boïna ». In Raison J.-P. (dir.) : *Paysanneries malgaches dans la crise*, Paris, Karthala : 13-149.

RABEMANAMBOLA M. F.

2007 – *Le triangle laitier malgache. Contribution à l'étude d'une filière alimentaire et de son inscription spatiale dans un pays en voie de développement*. Thèse en géographie, univ. BP Clermont II, 375 p.

RAISON J.-P.

1970 – La géographie humaine appliquée et ses problèmes à l'Orstom Tananarive. *Madagascar. Revue de Géographie*, 16 : 167-179.

RAISON J.-P.

1972 a – L'introduction du manioc à Madagascar : un problème non résolu. *Terre Malgache-Tany Malagasy*, 13 : 223-228.

RAISON J.-P.

1972 b – « Utilisation du sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne ». In : *Études de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou*, Paris-La Haye, Mouton : 407-425, reproduit dans *Terre Malgache-Tany Malagasy*, 13 : 97-121.

RAISON J.-P.

1973 – « Conditions et conséquences de l'intensification de l'agriculture sur les Hautes Terres malgaches ». In : *La croissance démographique en Afrique et à Madagascar*, reproduit dans *Terre Malgache-Tany Malagasy*, 15 : 59-68.

RAISON J.-P.

1975 – « Immigration in the Sakay district, Madagascar ». In Ominde S. H., Ejiogu (dir.) : *Population growth and economic development in Africa*, Londres, Heinemann, sn : 199-213.

RAISON J.-P.

1977 – Perception et réalisation de l'espace dans la société merina. *Annales, E.S.C.*, Paris, 3 : 412-432.

RAISON J.-P.

1980 a – « Naissance et devenir d'une petite agriculture commerciale sur les *baiboho* de l'Ouest malgache ». In : *Changements sociaux dans l'Ouest malgache*, Paris, Orstom : 189-215.

RAISON J.-P.

1980 b – « Discours scientifique et manipulation politique : les Européens face aux Merina et à l'Imerina de la fin du XVIII^e siècle aux lendemains de la conquête ». In Nordman D., Raison J.-P. (dir.) : *Sciences de l'homme et conquête coloniale. Constitution et usages des sciences humaines en Afrique au XIX^e siècle*, Paris, Presses de l'ENS : 23-45.

RAISON J.-P.

1984 a – *Les Hautes Terres de Madagascar et leurs confins occidentaux. Enracinement et mobilité des sociétés rurales*. Paris, Karthala-Orstom, 2 tomes, 662 et 614 p.

RAISON J.-P.

1984 b – *Interprétation et pratique du milieu naturel dans deux régions tropicales d'altitude fortement peuplées (Imerina et Rwanda)*. Rapport au ministère de l'Industrie et de la Recherche, 29 p.

RAISON J.-P.

1986 – L'enracinement territorial des populations merina (Hautes Terres centrales malgaches) : fondements, modalités et adaptations. *L'Espace Géographique*, XV-3 : 161-171.

RAISON J.-P.

1988 – « Perception et utilisation du milieu naturel par les agriculteurs de deux régions d'altitude fortement peuplées (Hautes Terres malgaches, Rwanda) ». In : *Géographie et écologie des milieux tropicaux. Problèmes d'analyse, d'aménagement et de développement*, IV^e colloque franco-japonais, Talence, 1-4 octobre 1985, Ceget : 215-232.

RAISON J.-P.

1989 – « Post-face. Pour en finir j'espère avec les fausses querelles... Si l'on parlait seulement de tropicalité ? ». In Bruneau M., Dory D. (dir.) : *Les enjeux de la tropicalité* : 151-161.

RAISON J.-P.

1992 – « Le noir et le blanc dans l'agriculture ancienne de la côte orientale malgache ». In : *Le scribe et la grande maison. Études offertes au professeur J. Dez*, Paris, Inalco, Études sur l'océan Indien, 15 : 199-216.

RAISON J.-P. (dir.)

1994 – *Paysanneries malgaches dans la crise*. Paris, Karthala, 385 p.

RAISON J.-P.

1995 – *L'Afrique du Sud et l'océan Indien : une approche géopolitique*. Communication au colloque France-Afrique du sud-océan Indien, 14 p. multigr.

RAISON J.-P.

1998 a – « Pour une géographie du *hasina* (Imerina, Madagascar) ». In Guillaud D., Seysset M., Walter A. (dir.) : *Le voyage inachevé... à Joël Bonnemaison*, Paris, Orstom, Prodig : 709-716.

RAISON J.-P.

1998 b – « De l'insularité à l'iléité. Le cas d'une grande île : Madagascar ». In Mainet G. (dir.) : *Îles et littoraux tropicaux*, Brest, Ouest Éditions : 37-43.

RAISON J.-P.

2000 – Madagascar : vers une nouvelle géographie régionale. *L'Information Géographique*, 1 : 1-19.

RAISON J.-P.

2007 – Du « développement » comme acte de foi à la pratique comme catalyseur de la recherche : quarante ans dans et autour de l'étude du monde rural. *Revue Tiers Monde*, 191, juillet-septembre : 497-515.

RAKOTO RAMIARANTSOA H.

1983 – Les sols de la plaine d'Ampasimatera. *Madagascar, revue de Géographie*, Tananarive, 43 : 105-121.

RAKOTO RAMIARANTSOA H.

1991 – *La dynamique des paysages sur les Hautes Terres centrales et leur bordure orientale*. Thèse de DNR géographie, univ. Paris X Nanterre, 333 p.

RAKOTO RAMIARANTSOA H.

1993 – *Ligneux et terroir d'altitude dans le Vakinankaratra : l'importance des formations de mimosas et de pins dans la gestion de l'occupation de l'espace. Exemple du fokontany de Faravohitra, fivondronana Faratsiho*. Fofifa-Cirad, « La production forestière dans l'économie rurale sur les Hautes Terres malgaches », Antananarivo, 26 p.

RAKOTO RAMIARANTSOA H.

1995 – *Regards, ou « c'est en écartant les feuilles que l'on trouve les racines »*. Habilitation à diriger des recherches, univ. Paris X Nanterre, 161 p.

RAKOTO RAMIARANTSOA H.

1997 – Paysanneries merina des Hautes Terres centrales malgaches : une ethno-agronomie déphasée ? *Cahiers d'Outre-mer*, Bordeaux, 197 : 43-56.

RAKOTO RAMIARANTSOA H., FEUILLÈRE J.

1984 – Les mémoires de recherche en géographie à l'École normale niveau 3. *Madagascar, revue de Géographie*, Tananarive, 45, notes et comptes rendus : 65-85.

RAKOTO RAMIARANTSOA H., SIVIGNON M., COUBRON M.

2007 – « ...Sur un bout de hautes terres, mille et une choses. Journal de bord à plusieurs mains ». In Landy F., Lézy E., Moreau S. (éd.) : *Les raisons de la géographie*, Paris, Karthala : 47-65.

RAKOTOARISOA J. A.

1980 – *Contribution à l'étude géographique d'une île comorienne*. Thèse de doctorat en géographie, univ. de Madagascar, Antananarivo.

RAKOTOMALALA L.

1987 – « Les chercheurs associés dans un centre régional de recherche à Madagascar ». In Lombard J., (dir) : *L'équipe Madagascar. Une expérience de coopération, une équipe de recherche*. 1985-1987, *Bulletin de liaison*, 11 : 36-38.

RAMAMONJISOA J.

1978 – *Antananarivo, étude géographique d'un espace urbain*. Thèse de III^e cycle, Antananarivo, 768 p.

RAMAMONJISOA J.

1994 – *Le processus de développement dans le Vakinankaratra (Hautes Terres malgaches)*. Thèse de doctorat d'État, univ. Paris I.

RAMAMONJISOA J.

2007 – L'autonomie dans la coopération : le cas de Madagascar, intervention au colloque international *Tropicalités en géographie*. Université de Bordeaux III, janvier.

RANAIVOARIVELO N.

2002 – *Élevage bovin et exploitation d'un espace agro-pastoral dans le sud-ouest de Madagascar (Sakaraha)*. Thèse DNR en géographie, univ. de Strasbourg.

RANDRIAMANGA RATSIVALAKA M. S.

2006 – *Climat, couverture végétale et érosion des sols à Madagascar. Apport de la télédétection et des SIG*. Habilitation à diriger des recherches, univ. de Lyon III.

RANDRIANAIVO D., RABEMANANTSOA N., RANDRIANJATOVO J. F.

1993 – *Étude diagnostic agro-socioéconomique du sud-ouest de Madagascar*. Fofifa, Antananarivo, 88 p.

RANDRIANARISON J.

1976 – Le bœuf dans l'économie rurale de Madagascar. *Madagascar. Revue de géographie*, 28 : 9-122, 29 : 9-81.

RANDRIANASOLO E.

1997 – *Déforestation et érosion : du savoir savant au savoir enseigné (étude de cas dans la circonscription scolaire de Fandriana)*. Mémoire de fin d'études DCPES, ENS, Tananarive, 110 p. + ann.

RATSIVALAKA S., SERPANTIE G., DE NONI G., ROOSE É. (dir.)

2006 – *Érosion et gestion conservatoire de l'eau et de la fertilité des sols*. Actes des journées scientifiques du réseau Érosion et GCES de l'AUF, 25-28 octobre.

RAZAFIARISON N.

2006 – *L'enseignement de la géographie dans un milieu rural malgache vu à trois collèges de la circonscription scolaire d'Ambatofinandrahana (Fianarantsoa)*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 123 p.

REBARA F.

1998 – *Dynamiques agraires en situation d'agriculture pionnière dans le sud-ouest de Madagascar. Exemple des villages en bordure de la forêt des Mikea*. DEA De géographie, univ. d'Antananarivo. Antananarivo, Madagascar.

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

1997 – *Bilan et évaluation des travaux de réalisation en matière de conservation des sols à Madagascar*. Projet Conservation des Sols, Cirad-Fofifa, mars, 501 p.

ROBEQUAIN Ch.

1958 – *Madagascar et les bases dispersées de l'Union française*. Paris, PUF, 586 p.

ROBIC M.-C. (dir.)

1992 – *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance. Histoire du rapport à la nature des sociétés depuis le xv^e siècle*. Paris, Economica, 343 p.

RODARY E., CASTELLANET C., ROSSI G. (dir.)

2003 – *Conservation de la nature et développement. L'intégration impossible ?* Paris, Karthala-Gret, 390 p.

ROLLIN D.

1994 – *Des rizières aux paysages : éléments pour une gestion de la fertilité dans les exploitations agricoles du Vakinankaratra et du Nord Betsileo (Madagascar)*. Thèse de doctorat de géographie, univ. Paris X Nanterre, 324 p.

ROSSI G.

1977 – *L'extrême nord de Madagascar. Étude de géographie physique*. Tananarive, AGM, 460 p.

ROUX J.-C.

1977 – Planification agricole et comportement des migrants à Andriambe (ODEMO) Moyen-Ouest malgache. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, 14 (2) : 199-215.

SERPANTIÉ G.,

RASOLOFOHARINORO, CARRIÈRE S.
2007 – *Transitions agraires, dynamiques écologiques et conservation. Le « corridor » Ranomafana-Andringitra (Madagascar)*. Actes du séminaire Gerem, Antananarivo, 9-10 novembre 06, Cite et IRD, 277 p.

SION J.

1929 – *L'Asie des moussons*. Paris, Armand Colin, 2 vol., 272 p. et 280 p.

TEYSSIER A.

1994 – *Contrôle de l'espace et développement rural dans l'Ouest Alaotra : de l'analyse d'un système agraire à un projet de gestion de l'espace rural*. Thèse DNR en géographie, univ. Paris I.

WOILLET J.-C.

1963 – Essai de micro-régionalisation dans la préfecture du Vakinankaratra. *Madagascar. Revue de géographie*, 3 : 45-111.

WURTZ J.

1973 – *Structures foncières et rapports sociaux dans la plaine de Tananarive*. Paris, Orstom, 281 + 91 p.

WURTZ J., I.E BRAS J. L.

1967 – « La terre : équipement, faire-valoir, acquisition, cultures : structure de la propriété paysanne et de l'exploitation dans la plaine de Tananarive : principales données sur l'élevage et l'équipement ». *In : Plaine de Tananarive : démographie, structure foncière, structure des exploitations*, Tananarive, Orstom, 184 p. multigr.

WURTZ J., LE BRAS J. L.,

BIED-CHARRETON M.

1967 – *Plaine de Tananarive : étude n° 9 : enquête socio-économique : rapport préliminaire rive gauche Ikopa*. Tananarive, Orstom, 81 p. multigr.

Annexe 1

**Thèses en géographie sur Madagascar
(non soutenues à Madagascar)**

La liste ci-dessous débute en 1978, date des premières soutenances, hors de Madagascar, par des étudiants, chercheurs ou professeurs malgaches ; classement chronologique. 33 travaux entre 1978 et 2008, dont 2 HDR et 7 thèses d'État.

RABEMANANTSOA J.-L.

1978 – *La vallée de l'Onilahy. Contribution à l'étude géographique du Sud-Ouest malgache*. Thèse en géographie, univ. Paris VIII-Vincennes.

RABEARIMANANA G.

1978 – *Les hommes et leurs activités dans la péninsule de Mahamavo (Majunga). Contribution à l'étude des relations ville-campagne*. Thèse, univ. Paris VIII, 341 p.

RAISON J.-P.

1980 – *Enracinement et mobilité. Les sociétés rurales sur les Hautes Terres centrales malgaches et leurs confins occidentaux*. Thèse de doctorat d'État, univ. Paris I.

HELISOA O.

1983 – *Les lavaka du socle malgache : distribution, évolution*. Thèse en géographie, univ. Paris I, 337 p.

NEUVY G.

1983 – *Eaux continentales et aménagement rural en domaine tropical malgache*. Thèse de doctorat d'État, univ. Nancy II.

ANDRIAMIHARISOA J.

1985 – *Contribution à l'étude de l'érosion des sols, facteur d'évolution des versants sur les Hautes Terres malgaches (région de Tananarive)*. Thèse en géographie, univ. Aix-en-Provence, 310 p.

RAKOTOARISOA J.

1985 – *Évolution des systèmes agraires et de la stratégie paysanne vis-à-vis de la caféiculture dans la partie centre-est de Madagascar*. Thèse en géographie, univ. Paris I.

SALOMON J.-N.

1986 – *Le Sud-ouest de Madagascar : étude de géographie physique*. Thèse de doctorat d'État, univ. Aix-en-Provence.

HOERNER J.-M.

1987 – *Contribution géographique à l'étude du sous-développement régional du sud-ouest de Madagascar*. Thèse de doctorat d'État, univ. Paris VIII, 973 p.

RAKOTO RAMIARANTSOA H.

1991 – *La dynamique des paysages sur les Hautes Terres centrales et leur bordure orientale*. Thèse de DNR géographie, univ. Paris X Nanterre, 333 p.

RANDRIANARISOA J.

1991 – *Les cyclones et l'homme à Madagascar*. Thèse de doctorat d'État, univ. Paris IV, 571 p.

REJELA M. N.

1993 – *La pêche traditionnelle vezo du sud-ouest de Madagascar : un système d'exploitation dépassé ?* Thèse de doctorat en géographie, univ. Bordeaux III.

RAMAMONJISOA J.

1994 – *Le processus de développement dans le Vakinankaratra (Hautes Terres malgaches)*. Thèse de doctorat d'État, univ. Paris I.

ROLLIN D.

1994 – *Des rizières aux paysages : éléments pour une gestion de la fertilité dans les exploitations agricoles du Vakinankaratra et du Nord Betsileo (Madagascar)*. Thèse de doctorat de géographie, univ. Paris X Nanterre, 324 p.

TEYSSIER A.

1994 – *Contrôle de l'espace et développement rural dans l'Ouest Alaotra : de l'analyse d'un système agraire à un projet de gestion de l'espace rural*. Thèse DNR en géographie, univ. Paris I.

KOTO B.

1995 – *Relations ville-campagne dans le sud-ouest de Madagascar : exemple de Tuléar*. Thèse en géographie, univ. Bordeaux-III, 405 p.

RAHARINARIVONIRINA R.

1995 – *L'économie maritime et portuaire de Madagascar*. Thèse de doctorat d'État, univ. Nantes.

RAKOTO RAMIARANTSOA H.

1995 – *Regards, ou « c'est en écartant les feuilles que l'on trouve les racines »*. Habilitation à diriger des recherches, univ. Paris X Nanterre, 161 p.

REAU B.

1995 – *Dégradation de l'environnement forestier et réactions paysannes. Les migrants tandroy sur la côte ouest de Madagascar*. Thèse Bordeaux, Département de géographie tropicale, univ. Bordeaux III: 361 p.

TAILLADE J.-J.

1996 – *Les dynamiques dans la gestion de l'espace et des ressources naturelles sur les interfluves de l'Ouest malgache : cas des éleveurs sakalava du Menabe*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Montpellier III.

HENRY CHARTIER C.

2000 – *Au fil de l'eau... Espace et santé dans le Menabe central. Contribution géographique à l'étude du risque bilharzien à Madagascar*. Thèse en géographie, univ. Paris I, 370 p.

LOCATELLI B.

2000 – *Pression démographique et construction du paysage rural des tropiques humides : l'exemple de Mananara (Madagascar)*. Thèse de doctorat, École nationale du génie rural, des eaux et des forêts, Paris.

GUÉRIN FOURNET C.

2002 – *Vivre à Tananarive. Crises, déstabilisations et recompositions d'une citadinité originale*. Thèse de DNR géographie, univ. Paris IV.

MESSERLI P.

2002 – *Alternatives à la culture sur brûlis sur la falaise est de Madagascar : stratégies en vue d'une gestion plus durable des terres*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Berne.

MOREAU S.

2002 – *Les gens de la lisière. La forêt, l'arbre et la construction d'une civilisation paysanne. Sud-Betsileo, Madagascar*. Thèse de DNR géographie, univ. Paris X Nanterre, 667 p.

RANAIVOARIVELO N.

2002 – *Élevage bovin et exploitation d'un espace agro-pastoral dans le sud-ouest de Madagascar (Sakaraha)*. Thèse DNR en géographie, univ. Strasbourg.

RATOVONDRAHONA P.

2003 – *Pauvreté et transition de la fécondité à Madagascar : la capitale et les provinces*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Bordeaux III.

LANNUZEL P.

2004 – *La place des activités de pêche dans l'aménagement du territoire de la côte orientale de Madagascar. Étude de la région Betsimisaraka entre Toamasina et Antalaha*. Thèse en géographie, univ. Bretagne occidentale, 2 tomes.

PEYRUSAUBES D.

2006 – « *Ma part de nuage* » : *climat et société en Imerina centre-oriental (Madagascar)*. Thèse de DNR géographie, univ. Poitiers, 362 p.

RAHARINJANAHARY R.

2006 – *Les déchets à Antananarivo, étude géographique*. Thèse de DNR géographie, univ. Perpignan, 375 p.

RANDRIAMANGA RATSIVALAKA M. S.

2006 – *Climat, couverture végétale et érosion des sols à Madagascar. Apport de la télédétection et des SIG*. Habilitation à diriger des recherches, univ. Lyon III.

RABEMANAMBOLA M. F.

2007 – *Le triangle laitier malgache. Contribution à l'étude d'une filière alimentaire et de son inscription spatiale dans un pays en voie de développement*. Thèse en géographie, univ. BP Clermont II, 375 p.

BENJAMIN P.

2008 – *De la « terre des ancêtres » aux territoires des vivants. Les enjeux locaux de la gouvernance sur le littoral sud-ouest de Madagascar*. Thèse en géographie, MNHN, Paris, 413 p.

Annexe 2

Thèses en géographie soutenues à l'université de Madagascar/
Antananarivo (14, dont une HDR, entre 1978 et 2007)**RAMAMONJISOA J.**1978 – *Antananarivo, étude géographique d'un espace urbain*. Thèse de III^e cycle, Antananarivo, 768 p.**RAKOTOARISOA J. A.**1980 – *Contribution à l'étude géographique d'une île comorienne*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Madagascar, Antananarivo.**RAZAFINDRALAMBO N.**1982 – *Contribution géographique à l'étude du crédit bancaire dans le faritany d'Antananarivo*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Madagascar, Antananarivo.**RATSIVALAKA RANDRIAMANGA M. S.**1986 – *Le climat de Fort-Dauphin et son impact sur la végétation*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Madagascar, Antananarivo.**RANDRIANANTOANDRO J.**1987 – *Les hommes et leurs activités dans la plaine sucrière de Brickaville*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Madagascar, Antananarivo.**RASOLOFOHARINORO**1988 – *Quelques faciès de la couverture forestière en relation avec l'environnement dans la région d'Andasibe (Périnet)*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Madagascar, Antananarivo.**ANDRIANARISON A.**1990 – *Fianarantsoa centre : aménagement urbain et développement*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Antananarivo.**JAORIZIKY.**2002 – *Contribution à l'étude du milieu de la façade orientale de Madagascar*.*Cas de la région de Vavatenina*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Antananarivo.**AJORQUE M. L.**2003 – *Espaces et nouvelles technologies de l'information et de la communication à Madagascar*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Antananarivo.**RAVALISON J. S.**2003 – *Les alvéoles du bassin supérieur du Mania : unités morphologiques et cadres de vie sur les Hautes Terres centrales à Madagascar*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Antananarivo.**RAKOTOARISOA J. A.**2005 – *Contribution à l'interprétation des données physiques, naturelles et humaines dans la mise en place du peuplement à Madagascar et dans la région du sud-ouest de l'océan Indien*. Habilitation à diriger des recherches, univ. Antananarivo.**ANDRIARIMALALA M. R.**2006 – *Urbanisation et agriculture à Antananarivo : occupation de l'espace et maîtrise des risques*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Antananarivo.**JAOFETRA T.**2006 – *Dynamique de l'approvisionnement alimentaire de la population du Samirano, Ambanja*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Antananarivo.**TSIRAHAMBA S.**2007 – *Dérivés et mutations des activités d'une société pastorale en pays mahafaly : le cas des pâturages de l'Ankara et de Fandrambey dans le sud de Madagascar*. Thèse de doctorat en géographie, univ. Antananarivo.

Annexe 3

Exemples de travaux de géographie en lien avec l'université de Tuléar

BLANC-PAMARD C., REBARA F.

1999 – *À l'Ouest d'Analabo : une agriculture en marche dans le Masikoro, sud-ouest de Madagascar.* Paris, CNRS/CNRE/Orstom, 83 p.

FAUROUX E.

1989 – Une expérience de recherche en coopération dans le sud-ouest de Madagascar. *Bull. de l'Association Française des Anthropologues*, 36 : 29-49.

FAUROUX E., KOTO B.

1993 – Les migrations mahafales dans le processus de ruralisation de la ville de Toliara (Madagascar). *Cahier des Sciences Humaines*, 29 (3-4) : 547-564.

HOERNER J. M.

1986 – *Géographie régionale du sud-ouest Madagascar.* Ass. Géogr. Madagascar. Antananarivo, Madagascar.

LOMBARD J. (dir.)

1987 – L'équipe Madagascar : une expérience de coopération, une équipe de recherche 1985-1987. *Bulletin de Liaison – Orstom. Département H*, 11, 93 p.

REBARA F.

1998 – *Dynamiques agraires en situation d'agriculture pionnière dans le sud-ouest de Madagascar. Exemple des villages en bordure de la forêt des Mikea.* DEA de géographie, univ. Antananarivo. Antananarivo, Madagascar.

Annexe 4

Quelques exemples de mémoires de fin d'études (mémoire de Capen, bac + 5) produits à l'École normale supérieure d'Antananarivo

1- ANDRIAMASINORO S. M.

1993 – *La mobilité, réponse des sociétés paysannes face à l'instabilité des conditions naturelles d'un milieu deltaïque*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 92 p.

2- ANDRIANALISON D. H.

1997 – *Pauvreté et problèmes de scolarisation dans l'agglomération d'Antananarivo*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 104 p.

3- ANDRIANTSEHENO H. D.

1995 – *Enclavement : de sa gestion paysanne à son impact sur la santé de la population au pays des « dahalo », cas du fokontany d'Ambihiharana dans le Moyen-Ouest du Vakinankaratra (Betafo, Hautes Terres centrales)*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 81 p.

4- RAKOTOARISOA S. R. H.

1997 – *Peste et gestion de l'environnement urbain à Mahajanga*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 75 p.

5- RAKOTOMAHANDRY T.

1989 – *Évolution de l'occupation de l'espace dans le Vakiniadiana et l'Amoronkay (partie est de l'Imerina)*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 167 p.

6- RAKOTOMANGA M.

1998 – *Perceptions et pratiques du milieu forestier dans une communauté betsimisaraka : l'exemple des Zafimasinony, terroir d'Ambohimarina (Beforona, centre-est de Madagascar)*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 101 p.

7- RALIMAMPIANINA T. H.

1988 – *Tsarahonenana 1966 – Tsarahonenana 1987. Étude de l'évolution d'un terroir*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 110 p.

8- RAMANANDRAITSIORY P. P.

1994 – *La (rizi)pisciculture dans la région de Fianarantsoa – conditions et problèmes – Exemple des terroirs d'Ambazana (Fianarantsoa II) et de Soanierana (Ambalavao)*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 92 p.

9- RANAIVOARIJAONA J. B. D.

1990 – *Économie paysanne, crédit rural et sécurité alimentaire. Le cas du fokontany d'Antsahamaina, dans le Vakiniadiana*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 181 p.

10- RANAIVONASY C.

1987 – *Le terroir forestier d'Ampangalantsary. Approche géographique*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 141 p.

11- RANDRIAMAHENINTSOA F. J.

1987 – *Antanety Ambohidava. Évolution d'un terroir du moyen-ouest du Vakinankaratra Amboirano*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 117 p.

11 bis- RANDRIAMBOLOLONA H.

1999 – *Les rizières en terrasses du Betsileo nord, une efficacité anti-érosive à considérer (l'exemple d'Andina)*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 74 p.

12- RANDRIANARIVO S.

1995 – *Eau et hommes, des pétales et des épines – cas des usagers d'un réseau d'irrigation traditionnel (Betafo, Hautes Terres centrales, Madagascar)*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 95 p.

13- RANDRIANASOLO E.

1997 – *Déforestation et érosion : du savoir savant au savoir enseigné (étude de cas dans la circonscription scolaire de Fandriana)*. Mémoire de fin d'études DCPES, ENS, Tananarive, 110 p. + ann.

14- RANDRIANTAVY-RAMARISAONA S.
1992 – *Étude géographique d'une activité en milieu rural : l'élevage avicole dans la région d'Antanety Mahazaza*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 143 p.

15- RASAMOELINA E.
1992 – *Eau et terre : une gestion interdépendante pour une réhabilitation hydro-agricole ; étude de deux terroirs : Tsarahonenana et Tsaramody à Vinaninony*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 90 p.

16- RATSIMBA L. H.
1993 – *Stratégies paysannes de l'utilisation d'un milieu deltaïque : exemple de Kaday, delta de la Tsiribihina*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 115 p.

17- RAVELOARIMORIA A. M. R.
1998 – *Stratégies paysannes et dynamiques agraires de la basse vallée de l'Onilahy : le village de Tolikisy*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 78 p.

18- RAVELONIRINA M. L. F.
1998 – *Le développement, une modernité sélective ? Étude des relations du Projet santé animale avec des éleveurs d'Antsirabe*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 83 p.

19- RAVONINAHIDRAIBE C.
1989 – *Ambohitrondriana et son environnement*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 115 p.

20- RAZAFIARISOA J.
1998 – *Fonctionnement d'un terroir : « de l'union à l'individualisme »*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 135 p.

21- RAZAFIARISON N.
2006 – *L'enseignement de la géographie dans un milieu rural malgache vu à partir de 3 collèges de la circonscription scolaire d'Ambatofinandrahana (Fianarantsoa)*. ENS, Antananarivo, mém. de Capen, 123 p.

22- RAZAFIMORIA R. A.
1998 – *La construction des paysages sur la planèze Andriamiloha : cas d'Ambatolahy (Betafo, Vakinankaratra)*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 82 p.

23- RAZAFINDRAKOTO V. R. H.
1993 – *L'ajustement structurel et la dynamique des terroirs de Faravohitra et d'Ambohitsara dans le Vakinankaratra*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 106 p.

24- SAMBANIAINA N. J. V.
2002 – *La motivation scolaire des élèves d'un milieu rural malgache : cas du CEG Mahaditra Fianarantsoa II*. ENS, Antananarivo, mémoire de Capen, 90 p.

Éditeurs scientifiques

Christian Feller

Frédéric Sandron

Parcours de recherche à Madagascar

L'IRD – Orstom et ses partenaires



Parcours de recherche à Madagascar

L'IRD – Orstom et ses partenaires

Éditeurs scientifiques

Christian FELLER, Frédéric SANDRON

IRD Éditions

INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Marseille, 2010

Préparation éditoriale

Yolande Cavallazzi

Mise en page

Bill Production

Maquette de couverture

Michelle Saint-Léger

Maquette intérieure

Pierre Lopez, Catherine Plasse

Coordination, fabrication

Catherine Plasse

Photos de couverture : « Paysages de Madagascar »

De gauche à droite et de haut en bas : © IRD/J.-P. Rolland, P. Laboute, J.-P. Rolland, P. Laboute, M. Grouzis, B. Moizo, B. Moizo, P. Blanchon, B. Moizo, M. Grouzis, G. Giuliani, B. Moizo, M. Grouzis, B. Moizo, M.-N. Favier, B. Moizo, C. Chaboud, B. Moizo

La loi du 1^{er} juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD, 2010

ISBN : 978-2-7099-1695-0